

# ***l'Anti*capitaliste**

n°360 | 24 novembre 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX  
PRENDRE NOS AFFAIRES EN MAIN !**



**AVEC PHILIPPE POUTOU  
OUVRIER ET CANDIDAT ANTICAPITALISTE**

PHOTOGRAPHE ROUGE / JMB

## **Dossier**

**FEMMES DE TOUS LES  
PAYS UNIES CONTRE LES  
VIOLENCES** Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

**Désarmons la police!**  
Page 2

**PREMIER PLAN**  
**Mossoul-Raqqa et Alep:  
la guerre continue!**  
Page 2



## **ACTU DE CAMPAGNE**

**Fillon: le candidat à «réaction»...**  
Page 5

## **ACTU INTERNATIONALE**

**Élection de Trump aux USA: entretien  
avec Joanna Misnik de Solidarity**  
Page 10



édito

Par THIBAUT BLONDIN

## Désarmons la police!

Le 8 juillet 2009, Joachim Gatti perdait son œil d'un tir de flash-ball. Cinq autres personnes étaient également blessées. Ce jour-là, la police cherchait à évacuer le squat qui avait vu le jour dans une ancienne clinique désaffectée en plein cœur de Montreuil. Un an plus tard, toujours à Montreuil, un autre jeune, lycéen, perdait un œil lors des mobilisations sur les retraites. Ce lundi 21 novembre s'ouvrait donc à Bobigny le procès de trois policiers pour violences volontaires concernant les faits du 8 juillet 2009...

À Montreuil ce jour-là, de nombreux militantEs de la gauche radicale, dont ceux du NPA, étaient là pour défendre plus qu'un squat: il s'agissait de combattre le danger de gentrification galopante d'une ville populaire de Seine-Saint-Denis. Comme souvent dans les communes de la petite couronne qui entoure la capitale, les derniers terrains vides, les dernières friches, valent de l'or, et chaque squat, chaque lieu occupé par des mal-logés est vidé manu militari, avec des dispositifs policiers sans commune mesure avec nos faibles résistances.

Nous ne comptons plus le nombre de blessés, de mortEs que policiers et gendarmes ont pu faire avec les flash-ball, grenades, quand ce n'est pas comme pour Adama Traoré tout simplement avec leurs mains. Mais ce qui est largement perçu, de Sievens et Notre-Dame-des-Landes au mouvement contre la loi travail, c'est l'impunité des forces de répression. Pas de condamnation: la justice d'État couvre ses serviteurs, et à l'inverse condamne des innocentEs dont la seule faute est de résister. Car au printemps dernier, c'est bien le droit de manifester qui a été bafoué, et des dizaines de personnes y ont perdu un œil ou ont été blessées et des centaines arbitrairement arrêtées par des policiers qui ne portent même plus leur matricule...

L'impunité dont jouissent les «forces de l'ordre» ne doit pas s'accompagner de nos silences: une réponse de notre camp social doit se faire entendre, un tous ensemble pour dénoncer ce qui est arrivé ou arrive à Joachim Gatti, Rémi Fraïsse, Adama Traoré ou aux Goodyear. Nous ne pouvons plus tolérer un geste violent, un procès, et l'état d'urgence qui les accompagne. Si urgence il y a, c'est celle de faire le procès du tazer et autre flash-ball, de désarmer la police et de faire le procès des «forces de l'ordre» et de ceux qu'elles servent.

## À la Une

# Faire entendre notre voix, prendre nos affaires en main!

On nous en met plein la tête avec les primaires de la droite, et ce n'est pas fini car se profilent déjà celles du PS. Sans parler de tout le bruit fait autour du prétendu candidat «hors-système» Macron...

Mais au bout du compte, nous n'avons droit qu'à des discours ultralibéraux, aux promesses sans lendemain si ce n'est celles d'une même politique de remise en cause des droits des salariéEs et d'attaques contre les droits et le niveau de vie de la majorité de la population.

### La guerre de classe est déclarée

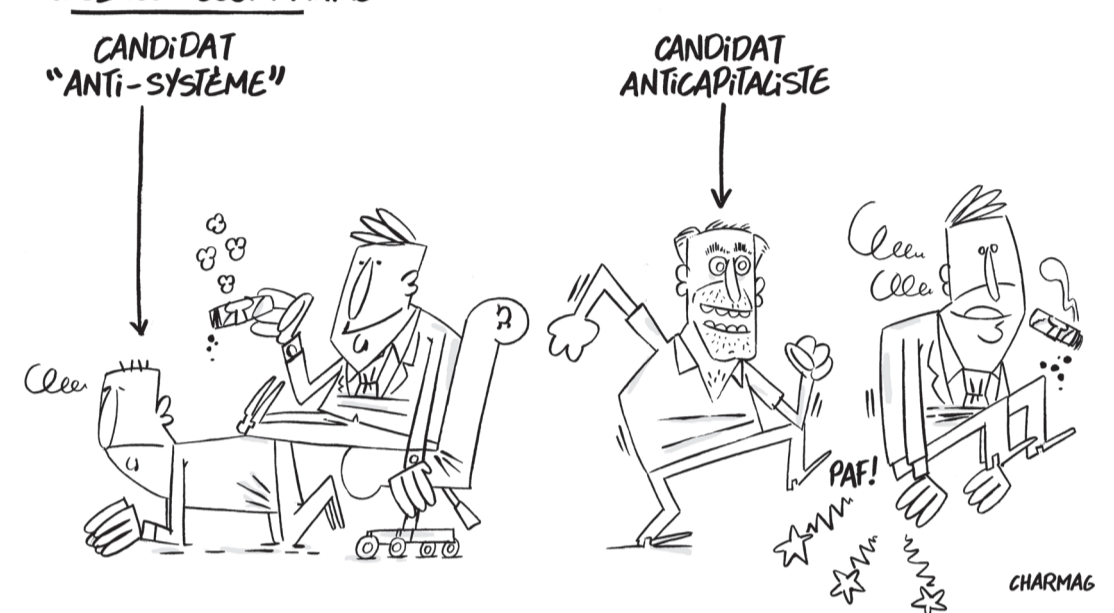
Après quatre ans de reniements et d'attaques antisociales, le gouvernement PS a bien ouvert en grand les portes du pouvoir soit à une droite dure qui revient pour faire très mal, soit à une extrême droite faussement «anti-système» car tout aussi servile à l'égard des possédants.

En clair on nous étouffe. Une seule idéologie, une seule perspective... C'est une véritable guerre de classe menée quasi ouvertement par les capitalistes contre les exploités, celles et ceux déjà bien fragilisés par des années de crises. On nous étouffe, on veut nous écraser, pour nous faire oublier le mouvement contre la loi travail qui a quand même fait trembler ce gouvernement. Mais tout n'est pas fini et nous n'avons pas dit notre dernier mot. Car même dans une situation difficile, même à contre-courant, se faire entendre est primordial pour préparer la riposte de notre camp social.

### Nous affirmer là où on ne nous attend pas!

C'est la raison pour laquelle nous tenons à être présents à l'élection présidentielle. Nous mettrons l'énergie qu'il faut pour obtenir les parrainages auprès des éluEs, pour convaincre de notre légitimité. Car oui nous voulons nous inviter au banquet des politiciens, ces serviteurs des riches. Être là où il n'est jamais prévu que l'on soit parce que,

### SACHEZ LES RECONNAÎTRE



pour ces gens, il n'y a qu'une seule politique envisageable, la leur, et parce que le pouvoir ne se partage pas, c'est le leur!

Les prochaines élections ne changeront pas notre vie, on le sait. Et y participer, même pour dénoncer les richesses indécentes des fortunés ou les inégalités sociales insupportables, cela ne peut remplacer les luttes sociales radicales et l'intervention collective de millions de gens. Mais il est important, aussi sur le terrain électoral, que celles et ceux qui trinquent se fassent entendre, que s'exprime la révolte contre un système capitaliste qui broie nos vies et qui détruit la planète, contre le racisme, contre le sexisme, contre tous les préjugés qui divisent les opprimés.

Face à l'égoïsme des riches, à leur parasitisme, il faut que s'affirme l'espoir d'un autre monde, solidaire, sans frontière, sans oppression ni exploitation. Il faut refuser la résignation pour faire vivre les idées de la lutte, la perspective de mobilisations

sociales profondes pour répondre aux urgences sociales, démocratiques et écologiques: interdire les licenciements, stopper les suppressions de postes pour défendre et étendre les services publics, ou socialiser les banques et le secteur de l'énergie pour enlever aux capitalistes les moyens de nuire.

### Reprendre la main, nous organiser

Même si cela peut paraître utopique, au cœur de l'élection présidentielle, nous voulons défendre un programme politique de rupture radicale, défendre cette idée simple que les richesses existent pour combattre le chômage, embaucher, permettre aux anciens de partir tôt à la retraite, accueillir les migrantEs, offrir un logement à touTEs, assurer l'accès gratuit aux soins...

Mais pour cela, il faut une véritable démocratie dans laquelle la population peut décider collectivement de ce qui la concerne, où les richesses sont

réparties et utilisées pour satisfaire les besoins de touTEs. Une société où les opprimés prennent enfin leurs affaires en main et où le pouvoir change de camp, où l'économie change de mains.

Cette campagne est un moment pour défendre ces perspectives. Bien sûr, le NPA n'a la prétention ni de porter solo cette perspective de luttes d'ensemble ni de représenter à lui seul l'ensemble de notre camp social. Mais contre la multiplicité des politiciens abonnés au pouvoir, qu'ils soient de droite comme de gauche, nous ne serons pas de trop pour y faire entendre une autre voix.

Alors que notre camp est aujourd'hui désuni, fragile, il est nécessaire de se regrouper pour construire une force politique radicale et anticapitaliste, un outil pour que les exploités se représentent, s'organisent. Pour reprendre la main. C'est tout le sens de notre campagne, de notre candidature. Ensemble.

Philippe Poutou

## IRAK-SYRIE

# Mossoul-Raqqa et Alep: la guerre continue!

Depuis un peu plus d'un mois, le gouvernement irakien a déclaré le lancement de la bataille «pour la libération de Mossoul». Le 6 novembre, les Forces de la Syrie démocratique ont déclaré le début de la bataille de libération de Raqqa en Syrie. Ces deux offensives sont soutenues par la coalition dirigée par les États-Unis.

Ces batailles rencontrent une résistance féroce de la part des combattantEs de Daesh et semblent beaucoup plus difficiles que les prévisions de la coalition. Et dans les deux villes, la population civile reste la première victime. Dans ces deux guerres contre Daesh, se cache une rivalité entre les puissances régionales et impérialistes.

### Lutte d'influence

En Irak, les USA et leurs alliés retournent en force dans ce pays,

après leur départ suite à la défaite en 2011. Dans le même temps, les milices chiites irakiennes pro-Iran, contournent le refus des USA de participer à la bataille de Mossoul, en investissant la zone ouest de la ville. Les forces militaires turques en Irak, stationnées dans le Camp de Bashouka au nord de Mossoul, attendent l'occasion pour avancer vers la ville. Enfin les peshmergas, la force militaire kurde du gouvernement du nord de l'Irak (sous contrôle de Barazani), participent à cette bataille

pour étendre leur influence dans une zone riche en pétrole... En Syrie, nous trouvons une configuration similaire: le régime et ses alliés, les USA et sa coalition, l'armée turque qui essaie de mettre la main sur la ville d'Al-Bab, situé au nord d'Alep et qui est une porte vers Raqqa, le fief de Daesh. Des enjeux géopolitiques, dans une zone agricole riche, et l'entrée vers la zone pétrolière... La bataille de libération de Raqqa en Syrie a été confiée le 6 novembre dernier aux Forces de la Syrie démocratique

(FSD), qui l'a baptisée «la colère d'Euphrate»... Ces forces avancent vers la capitale du Califat de Daesh, et se trouvent à moins de 30 km de la ville. Le nord de Raqqa est une zone riche en infrastructures agricoles et elle est habitée. Cette nouvelle bataille risque donc de détruire ce qui reste d'infrastructures et de créer des déplacements de population.

Le Bataillon des révolutionnaires de Raqqa, composante (arabe) des FSD, a déclaré le 9 novembre qu'il ne participera pas à cette offensive, car «les combattants qui devront libérer et entrer dans Raqqa devront être ses habitants. C'est à eux de diriger la bataille du point de vue militaire»... Cela reflète une dissension «nationaliste» dans cette bataille, car la composante la plus puissante des FSD est le YPG kurde.

## BIEN DIT

C'est pas en flexibilisant notre avenir, en uberisant nos espoirs, en précarisant notre vie... C'est pas ça le progrès, M. Macron! Tous les gouvernements ici ont trahi. Tous les ouvriers ont été trahis. Qu'est-ce qui va changer avec quelqu'un comme vous? Je n'ose pas croire que c'est en faisant en sorte qu'on travaille 60 heures par semaine, qu'on travaille les dimanches, que c'est comme ça que ça va changer.

Un homme interpellant le candidat Macron lors d'un meeting à Metz lundi 21 novembre.

# Un monde à changer

**TOUS DANS LE MÊME BATEAU, VRAIMENT?** Quand une difficulté se présente, les patrons expliquent souvent aux salariéEs que c'est bien malheureux mais que tout le monde est dans le même bateau... Volkswagen a annoncé vendredi 18 novembre la suppression de 30000 emplois dans le monde, dont 23000 en Allemagne (soit près de 20% des effectifs) d'ici à 2020. Parallèlement, au titre de 2015, les 12 membres du directoire de l'entreprise ont eu droit à des bonus de 35 millions d'euros, soit en moyenne près de 3 millions d'euros chacun.

On se souvient du scandale des moteurs diesel en septembre 2015: le constructeur a dû accepter de verser 16,5 milliards de dollars (15,4 milliards d'euros) suite à la manipulation des tests d'émissions polluantes de ses véhicules à moteur diesel aux États-Unis. Les salariéEs ne sont en rien responsables de ces agissements mais ils en payent le prix, et les dirigeants se servent. De même, les salariéEs (sauf dans une certaine mesure les dirigeants du syndicat IG Metall présents au conseil de surveillance) ne sont

pas responsables des choix d'investissement, comme celui du déploiement de la plateforme modulaire MQB dont les résultats sont mitigés.

L'objectif du plan actuel est d'augmenter de 25% la productivité des usines existantes. Le taux de marge de Volkswagen a été de 2% en 2015, et le plan annoncé vise à le doubler pour atteindre 4% en 2020! Dans le même temps, Volkswagen a promis au syndicat allemand IG Metall d'investir 3,5 milliards d'euros dans les technologies liées aux voitures électriques et de créer 9000 postes à la faveur de ces investissements... sans toutefois de calendrier précis. C'est une fausse symétrie. Rapporté au milliard d'euros que coûte en moyenne la plateforme d'un nouveau modèle, cet investissement ne constitue pas une révolution pour un groupe comme Volkswagen. Comme l'écrit le site Auto-critique du secteur automobile du NPA, les syndicats allemands qui ont signé le plan d'économies chez Volkswagen (et validé les bonus des dirigeants) ont lâché l'immédiat des suppressions d'emplois pour d'hypothétiques promesses...

**D**epuis 1980, on sait que ce médicament essentiel contre l'épilepsie et les troubles bipolaires favorise les malformations congénitales chez les femmes enceintes. Depuis 2000, on sait aussi qu'il est responsable de retard de développement et de trouble du comportement chez les bébés... Mais rien n'est fait par Sanofi ou les responsables gouvernementaux afin d'informer des risques médecins et patientes. Plus de 14 000 femmes enceintes seront exposées au médicament! Et encore une fois, c'est une association, l'Apesac, association d'aide aux parents d'enfants souffrant du syndrome de l'anti-convulsivant, qui a lancé l'alerte.

Ce fonds d'indemnisation est doté de 10 millions d'euros la première année, un chiffre qui risque bien d'exploser. Les victimes saisiront l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, l'Oniam, et un comité d'experts sera chargé de statuer sur l'imputabilité des troubles à la Dépakine, transmettant le dossier au comité d'évaluation. Les responsables reconnus (Sanofi, État, établissements de santé...) auront alors un mois pour faire une offre de compensation. En cas de proposition insuffisante ou inexistante, l'Oniam indemnisera directement les victimes, puis se retournera contre les responsables.

## À la fois juge et responsable?

L'Apesac se félicite de la création de ce fonds d'indemnisation, mais ajoute que «l'indemnisation doit être versée en premier lieu par le

## DÉPAKINE Qui doit payer?

*Le 15 novembre, les députés ont voté à l'unanimité la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes de la Dépakine. Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales parle d'au moins 450 cas de malformations congénitales et dénonce «un manque de réactivité des autorités sanitaires et du principal titulaire de l'autorisation de mise sur le marché», le groupe Sanofi-Aventis.*



Soigner les personnes... ou les profits de l'industrie pharmaceutique? DR

laboratoire, qui reste le principal responsable». Elle «s'inquiète aussi des conditions dans lesquelles les dossiers seront examinés», puisque le protocole national de diagnostic et de soin, qui servira de base de travail aux experts, n'est pas encore finalisé.

Une prudence justifiée aussi par les difficultés d'indemnisation des victimes du Mediator... En effet, les avocats de Servier, responsable du Mediator, contestaient systématiquement tous les dossiers. En 2013, les experts du fonds d'indemnisation des victimes du Mediator, géré par

l'Oniam, rejetaient 86% des dossiers! Marisol Touraine avait même dû publier un décret obligeant Servier à préciser si ses offres d'indemnisations s'écartaient trop des propositions du fonds d'indemnisation. De plus, peut-on être expert pour dire si autorités et laboratoires ont tardé à réagir sur la Dépakine, comme le Professeur Nathalie Brion, expert judiciaire dans de nombreux procès Dépakine... en étant soi-même au moment des faits membre de cette Agence du médicament accusée d'avoir fermé les yeux? Et fin octobre 2016, Sanofi n'avait toujours pas

provisionné de risque pour payer les indemnisés des victimes!

Laboratoires qui cachent les données, complicité des autorités de santé, pharmacovigilance défaillante, experts liés à l'industrie pharmaceutique... Du Mediator à la Dépakine, au-delà du droit à l'indemnisation, à quand le procès des responsables? Un procès dont la seule peine vraiment efficace contre les scandales mortels du capitalisme pharmaceutique serait la création d'un service public du médicament, contrôlé par la population.

**Frank Cantaloup**

Cette offensive dirigée spécifiquement par les YPG kurdes créée donc, malgré le souhait de la population à majorité arabe de se débarrasser de Daesh, des craintes concernant la possible extension des territoires sous contrôle kurde. Il est de l'intérêt de toutes les forces révolutionnaires que la défaite de Daesh soit le fruit de l'ensemble des Bataillons de l'ASL, et de toutes les composantes des FSD. Il faut que la gestion de Raqqa après sa libération revienne aux forces révolutionnaires de la ville et sa région, sans distinction de race ou de religion.

## Le martyr d'Alep

Alep, la ville martyre revient sur le devant du drame syrien. Après une période de calme (relatif), les bombardements ont recommencé sur Alep, Idlib et Homs depuis la mi-novembre. Un déluge de feu s'abat sur les quartiers Est d'Alep et sa campagne, tous les

hôpitaux, des quartiers «libres» comme assiégés, sont détruits. Le nombre de civils morts sous les bombardements russes ou du régime se compte en dizaines d'hommes, femmes et enfants. Le siège d'Alep Est est complet, sa population de 250 000 habitantEs souffre de la famine, et des rassemblements de protestation ont eu lieu dans les quartiers al-Fardos et al-Amyria dans l'est d'Alep devant les réserves alimentaires sous contrôle des factions armées. Et Jabhat al-Nosra a tiré le 16 novembre dernier sur des manifestantEs affamés et désarmés réclamant à manger... Soutenu par les Russes et leurs alliés (l'Iran, le Hezbollah et les milices chiites irakiennes), le régime de Bachar al-Assad a pu conquérir plus de territoires à Alep et ses environs, confirmant un blocus complet sur les quartiers Est de la ville. Par ailleurs, un million de civils syriens vivent dans des zones assiégées.



Un secouriste avec une femme rescapée, après un bombardement dans le quartier rebelle d'al-Hamia à Alep, le 20 novembre. DR

Cette sauvagerie du régime et de ses alliés nourrit l'extrémisme religieux et confessionnel: le régime, par sa politique de guerre totale contre le peuple syrien, crée toutes les conditions pour le développement de Daesh et d'al-Nosra. Pour vaincre

Daesh et les milices confessionnelles et contre-révolutionnaires, il faut vaincre le régime meurtrier d'Assad et stopper les interventions impérialistes. Ni Assad ni Daesh, ni Moscou ni Washington!  
**Gayath Naisse**

## Le chiffre

# 99 820

*C'est le nombre d'emplois vacants au troisième trimestre 2016 dans les entreprises de 10 salariéEs et plus, chiffre du service statistique du ministère du Travail (DARES). À comparer aux 3 490 500 demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) décompté officiellement par Pôle emploi...*



## Agenda

**Vendredi 25 novembre, journée de mobilisation contre les violences faites aux femmes.** À Paris, manifestation «*Debout contre les violences faites aux femmes*», à 18 h 30 à Bastille.

**Vendredi 25 novembre, réunion publique contre l'islamophobie, Strasbourg.** «*Comment combattre l'islamophobie, le racisme d'État qui tue dans les quartiers populaires?*», organisé par D'ailleurs nous sommes d'ici, avec Omar Slaouti, à 20 h 15 à la maison des syndicats, 1 rue Sédillot.

**Samedi 26 novembre, manifestation de solidarité avec les migrantEs, Paris.** «*MigrantEs bienvenue!*», à 14 h à Jaurès.

**À SUIVRE SUR**  
**www.npa2009.org**

## NO COMMENT

*Je veux saluer aussi le combat permanent de Nicolas Sarkozy contre les extrêmes, que je partage et que je veux poursuivre.*

Déclaration de CHRISTIAN ESTROSI après les résultats du premier tour de la primaire de la droite dimanche 20 novembre.

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

# 2017

## PHILIPPE POUTOU



### Agenda

#### RÉUNIONS PUBLIQUES:

**Vendredi 2 décembre, réunion publique du NPA, Perpignan.** «*Faisons entendre nos voix anticapitalistes!*» avec Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle, à 19h30, salle des Libertés, 3 rue Edmond-Bartissol.

**Vendredi 2 décembre, réunion publique du NPA, Bagnères-de-Bigorre.** «*Crise de l'agriculture et du monde rural, et crise du capitalisme: nos propositions*», avec Christine Poupin, porte-parole du NPA, à 20h salle Clair Vallon.

**Vendredi 2 décembre, réunion publique du NPA, Vauvert.** «*Nos vies, pas leurs profits*», avec Alain Krivine, membre de la direction du NPA, à 19h salle Georges-Bizet.

**Vendredi 2 décembre, réunion publique du NPA, Le Havre.** «*Face à la dérive autoritaire et antisociale de l'État, relever la tête, réinventer l'espoir*», avec Patrick Le Moal, membre de la direction du NPA, à 18h salle Cassin.

#### MÉDIAS:

**Samedi 3 décembre, «Menu président» avec Philippe Poutou,** à 13h sur la chaîne 23.

«**J**e suis candidat à la présidence de la République car je vois plus que tout que nous pouvons réussir, que la France peut réussir», a-t-il déclaré mercredi 16 novembre à Bobigny (pour faire mine de s'adresser aux milieux populaires), dans un centre de formation d'apprentis (mais les apprentis n'étaient pas là!), avec derrière lui les drapeaux français et européen, comme s'il était déjà président!

**Du neuf pour faire du vieux** Macron ne veut «*parler ni à la gauche ni à la droite, mais aux Français*». Il veut bousculer les élites, casser les plafonds de verre, s'adresser à la jeunesse et sauver la France de son marasme. Jeunisme, posture providentielle, candidature hors parti, discours managérial: il n'est pas le premier dans l'histoire de la vie politique bourgeoise française à vouloir occuper ce créneau. D'autres ont essayé avant lui avec plus ou moins de succès: Lecanuet, Rocard, Tapie pour n'en citer que quelques-uns. L'espace que vise Macron aujourd'hui, c'est celui laissé par le crash annoncé du candidat du PS... crash auquel il a largement contribué puisqu'il a été un des fers de lance de la politique anti-sociale menée par le gouvernement Hollande depuis 2012!

Macron revendique pour son mouvement «*En Marche*» 95 000 adhérents, qui sont invités à financer son aventure présidentielle. Mais pas d'inquiétude: au vu de la fortune personnelle du candidat, il devrait pouvoir assurer ses arrières!

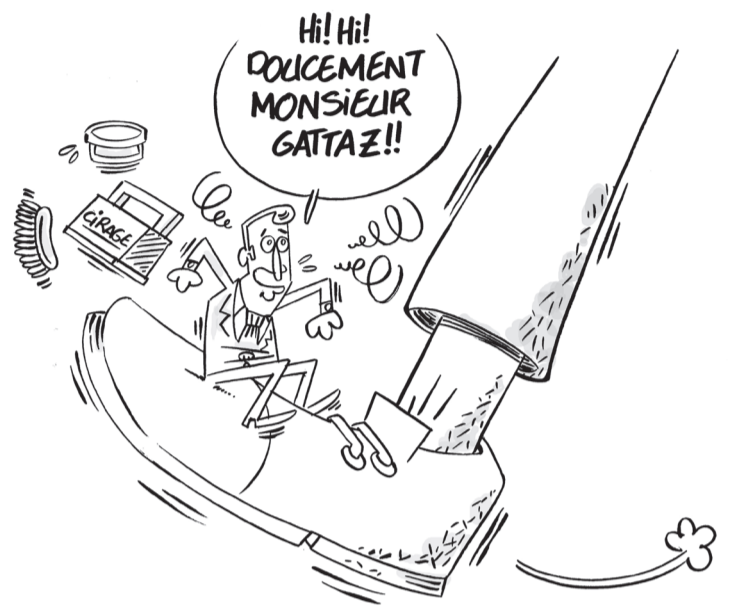
#### Un parcours doré et pas du tout «anti-système»!

Macron le dit lui-même: il a eu de la chance! Naissance dans un milieu favorisé, de brillantes

## MACRON Un candidat de plus au service des patrons

Macron est donc candidat à la présidentielle... Après avoir fait monter un faux suspens depuis plusieurs mois, l'ancien enfant chéri du gouvernement Hollande a enfin tué le père!

### EMMANUEL MACRON EN MARCHÉ!



CHARMAG

études (effectuées surtout dans l'enseignement privé catholique) jusqu'à l'ENA, un poste d'inspecteur général des finances avant d'entrer au service de la grande banque d'affaires Rothschild entre 2008 et 2012. Il est alors devenu millionnaire (il dit avoir gagné deux millions d'euros brut ces années-là). Hollande le nomme secrétaire général adjoint de l'Élysée lors de son arrivée au pouvoir, puis ministre de l'Économie en 2014. Son nom va rester dans les

annales des lois anti-ouvrières, avec sa loi fourre-tout de régression sociale (retour en force du travail du dimanche, libéralisation du transport par car, facilitation des licenciements économiques, attaques contre les prud'hommes et l'inspection du travail entre autres). Le jour même de sa déclaration de candidature, les salariés de Megabus (entreprise de transport par car basée dans le Rhône) ont manifesté à Paris pour dénoncer la fermeture de leur entreprise car leur donneur

d'ordre, Flixbus, géant du secteur a rompu le contrat: 115 salariéEs vont se retrouver sur le carreau. «*Les cars Macron*» génèrent à la fois un désastre social et écologique... Le candidat «*nouveau*» est déjà comptable d'un bilan catastrophique pour le monde du travail. Et ce ne sont pas les quelques bribes annoncées de son programme qui peuvent laisser le moindre doute sur le camp qu'il va continuer à servir: fin des 35 heures pour les jeunes, modulation du temps de travail selon l'âge, autonomie des écoles primaires, nationalisation de l'assurance chômage... Tout un programme ultra-libéral.

#### Au PS tout le monde déteste désormais Macron

Évidemment le Macron candidat s'est attiré les foudres de tous les autres candidats potentiels d'un Parti socialiste déjà bien mal en point, et qui prépare ses primaires sans savoir si Hollande sera candidat! Valls a fustigé «*les aventures individuelles*» et affirmé «*qu'il faut de l'expérience pour gouverner*». Montebourg l'a présenté comme «*le candidat des médias*». Et Hamon a mis en garde: «*sa candidature hors des primaires assure mécaniquement que la gauche ne sera pas au second tour de l'élection présidentielle*». Macron leur a répondu: «*Je ne peux pas faire perdre la gauche, dans les sondages, elle perd déjà*». On peut au moins lui reconnaître cette lucidité...

Marie-Hélène Duverger

## NPA Arguments de campagne

### POLITIQUE MIGRATOIRE

## Y a pas d'arrangement...

La politique (anti)migratoire est un choix politique fait par les pouvoirs en place et tous les partis dominants. C'est un choix lourd de conséquences tant pour les migrantEs qu'il humilie et qu'il tue que pour la société dans son ensemble qu'il modèle.

#### Il n'y a pas de crise migratoire

Il n'y a pas de crise migratoire mais une politique contre les migrantEs qui se nourrit vicieusement des conséquences qu'elle provoque: les morts, la vie à la rue, le racisme.

Les chiffres sont dérisoires. L'an dernier, selon l'Ofpra, 80 000 demandes d'asile ont été enregistrées en France. Il y a eu 47 000 entrées de plus sur le territoire français que de sorties... soit moins de 0,1% de la population. Ceci dans un pays où la proportion d'étrangerEs est parmi les plus basses d'Europe. Et puisque l'on parle de migration, il faut aussi préciser que l'Insee estime qu'il y a près de 3,5 millions de migrantEs... français à l'étranger.

Il n'y a pas de crise migratoire sur le plan économique: toutes les études convergent vers la conclusion que l'immigration est économiquement bénéfique pour le budget de l'État. Il n'y a pas non plus de crise migratoire sur le plan du logement: il y a 2,6 millions de logements vides en France... pour moins de 2 millions de personnes mal logées, qu'elles soient françaises ou étrangères.

#### Une logique aberrante...

La seule hypothèse qui n'a jamais été étudiée par les institutions internationales



De l'air, ouvrons les frontières! PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

est celle de l'ouverture des frontières. Des chercheurs de différents pays ont décidé de s'y intéresser. Leurs projections sur 25 ans contredisent le mythe de l'afflux massif et concluent à un équilibre des flux.

Nous sommes dans un système qui a développé des moyens de circulation considérables et qui, dans le même temps, ne cesse d'accumuler les entraves à la circulation. Ainsi, après avoir construit un tunnel sous la Manche, on construit murs et barbelés et des systèmes sophistiqués

de surveillance... pour empêcher de l'utiliser! Le même pouvoir qui veut imposer la construction d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes interdit aux migrantEs l'utilisation des avions pour venir en Europe. Il suffit de moins d'une journée, sans risque, pour des trajets que les migrantEs mettent parfois des années à parcourir au péril de leur vie.

#### ... mais qui façonne nos sociétés

Cette politique est dramatique pour les migrantEs. Elle façonne aussi toute la

société et imprègne toutes les manières de vivre et de penser.

Les politiques anti-migratoires contribuent à justifier une mise sous contrôle de tout l'espace public, de la capacité à y circuler comme à en user. C'est le même système qui contrôle au faciès, fouille les sacs, vidéo-surveille, segmente nos territoires et nasse les manifestations (quand il ne les interdit pas...).

C'est la même logique qui multiplie les lieux de contrôle et d'enfermement, des centres d'hébergement aux centres de tri, des centres de rétention aux prisons; qui donne de plus en plus de pouvoirs à la police pour les remplir; qui limite toutes nos libertés au nom de la sécurité.

C'est la même logique qui nie toute humanité aux migrantEs et déshumanise tous les rapports sociaux. Et qui, dans le même geste, développe le racisme et le nationalisme.

#### Notre logique est antagoniste

On ne peut améliorer cette logique. Nous sommes avec les migrantEs, contre la police, contre l'État et tous ceux et celles qui collaborent à sa politique. Nous voulons construire, aux côtés des migrantEs, tout ce qui favorise leur dignité dans la lutte

pour obtenir ce à quoi ils et elles ont droit. Qu'il s'agisse d'un lieu occupé, un campement précaire ou un centre d'hébergement, nous sommes à leurs côtés dans le combat pour obtenir et organiser des conditions de vie décente, la régularisation administrative de leur situation, sans délai ni critères.

Nous revendiquons la réquisition de tous les logements vides avec et pour touTEs les mal-logéEs. Nous défendons le droit de prendre et d'occuper ce que l'État refuse d'accorder.

Nous défendons les campagnes pour la fermeture de Frontex et de tout le système de contrôle aux frontières, pour la fin des contrôles au faciès et le désarmement de la police.

Nous dénonçons tous ceux et celles qui versent des larmes de crocodile quand des migrantEs meurent en Méditerranée... et refusent la seule mesure capable de mettre fin immédiatement au massacre: l'ouverture des frontières.

Nous exigeons la fin des interventions militaires et des traités qui pillent les pays du sud.

C'est dans ces luttes que nous voulons contribuer à tisser ici et maintenant des rapports d'égalité, d'échanges et de solidarité. C'est ainsi que nous voulons contribuer à reconquérir collectivement les espaces où nous vivons, où nous travaillons, où nous passons. C'est ainsi que nous voulons mettre à bas ce monde de l'atomisation, de l'exploitation et de la guerre.

Denis Godard

# FILLON Le candidat à « réaction »...

Fillon a donc remporté le premier tour de la primaire de la droite avec 46,1% des voix, devançant largement Juppé (28,6%)... et renvoyant Sarkozy à ses « passions privées » comme il l'a lui-même déclaré. Il sera donc certainement le héraut de la droite la plus réactionnaire dans la prochaine présidentielle...

Les électeurs ont reconnu en Fillon un politique conséquent : le plus à même de mettre en œuvre la politique économique ultra-libérale et le projet sociétal très conservateur auxquels ils aspirent.

## L'ultra libéralisme au pouvoir

Si les réalisations sont à la hauteur des promesses, ils ne seront pas déçus... La retraite sera à 67 ans pour toutes et tous, fonctionnaires et salariéEs du privé. Les agents du public travailleront 39 heures par semaine, mais il reste un flou sur la question du nombre d'heures qui leur seront payées : 35 ou 37 heures par semaine?! Il remettra en cause aussi la durée légale du temps de travail : la règle sera donc la négociation entreprise par entreprise, dans la limite de 48 heures hebdomadaires correspondant à la norme européenne.

Pour les patrons, ce sera Noël tous les jours : baisse de leurs cotisations de 60 milliards d'euros, suppression de l'ISF et flax tax de 30% sur les revenus du capital. L'impôt baissera pour les riches puisque le peu de progressivité de celui-ci va être revu à la baisse. Il faut dire qu'avec la braderie monstrueuse des services publics, le gouvernement aura



Déjà droit dans ses bottes... DR

moins besoin de l'impôt : 600 000 postes seront supprimés pendant le quinquennat...

Enfin, au programme, des privatisations... avec pour modèle celles qu'il a lui-même réalisées, et qu'il juge très modestement « une vraie réussite : la privatisation de France Télécom »...

## Un projet de société très conservateur

Fillon promet aujourd'hui de réécire la loi Taubira sur le mariage pour toutes et tous, de « remettre la famille au cœur des politiques publiques, la création d'un réel statut de la mère

au foyer et une ouverture plus grande du nombre d'écoles catholiques ». Il assure également qu'« en France, il y a un problème lié à l'islam ». Il se réjouit que les crèches aient droit de cité partout sur le territoire car « c'est une victoire française ».

Parmi ses réseaux de soutien les plus engagés et dont l'efficacité n'est plus à démontrer, on trouve l'association « Sens commun » proche de la Manif pour tous, association composée essentiellement de catholiques intégristes. Ils ont réalisé un gros travail de terrain, dont 200 meetings, pour faire gagner leur favori. Et Fillon de se

réclamer d'une « laïcité raisonnable » qui satisfait pleinement ces cathos traditionalistes.

Enfin, il annonce une baisse drastique dans l'accueil déjà faible des migrantEs.

## La haine de classe

Devant un forum d'associations très libérales début septembre, il va « parler avec franchise » : son modèle, c'est Thatcher car « c'est elle qui a remis debout l'économie britannique »...

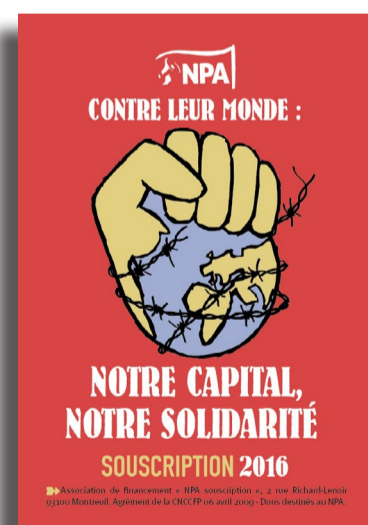
Sa méthode pour faire passer un programme aussi réactionnaire ? Utiliser toutes les possibilités autoritaires contenues dans la Constitution de 58, notamment les ordonnances qui seront prises dès l'été 2017 s'il est élu. Réduire la « démocratie » parlementaire par la diminution du nombre de parlementaires et de leurs sessions. Et mater (à la Thatcher?) toute résistance ouvrière et populaire. Il juge que celles-ci ont été surestimées par un pouvoir socialiste faible, et que lui les musellera sans difficulté, en envoyant la gendarmerie.

S'il est élu, son arrogance de classe et la brutalité de ses propositions vont rendre plus nécessaire encore l'audace et la cohérence de notre combat. « C'est la lutte finale » ?

Roseline Vachetta

# CONSEIL POLITIQUE NATIONAL Mettre toutes les forces dans notre campagne présidentielle

Le CPN des 19 et 20 novembre a acté une bascule de l'organisation dans la campagne de notre camarade Philippe Poutou. Recherche des parrainages et popularisation de notre candidature sont maintenant nos priorités absolues.



Cela n'exclut pas de participer aux mobilisations. En effet, ce sont elles qui donnent à notre candidature de l'énergie, une dynamique, et notre campagne a aussi comme priorité de donner une visibilité aux luttes. Nous avons donc discuté de la situation politique et sociale, ici, aux États-Unis avec l'élection de Trump, des mobilisations dans la santé, l'éducation prioritaire ou contre les licenciements, avec le souci de les lier à notre campagne.

## Un objectif

Notre campagne veut contribuer à reconstruire une voix pour les exploités, « une nouvelle représentation ». Comme le dit la partie 4 du texte (adoptée par 78% des votants, des camarades ne prenant pas part au vote), « L'élection de Trump et les scores du FN sont des avertissements qui montrent l'urgence pour les exploités de défendre leurs intérêts politiques, l'urgence d'agir, de militer. Il est temps que les travailleurs et la jeunesse s'organisent pour défendre leurs intérêts jusqu'au bout, se représentent eux-mêmes. C'est vrai dans les luttes, dans les grèves, dans le combat pour les faire converger vers un mouvement d'ensemble. (...) À travers la candidature de Philippe, nous popularisons nos mesures pour l'avènement d'une démocratie en rupture avec ce qui existe aujourd'hui : suppression de la fonction présidentielle, rotation des mandats,

révocabilité, rémunération au salaire moyen, proportionnelle ». Au-delà, il s'agit bien d'« inventer une nouvelle société qui planifie démocratiquement les réponses aux besoins de la population ».

## Des axes

Une large majorité (94% de pour, des camarades ne prenant pas part au vote sur l'ensemble du texte) a aussi décidé des autres « piliers » à dégager en ce début de campagne. Un premier concerne « la réquisition, pour l'appropriation sociale des secteurs clés de l'économie » notamment dans « l'énergie, les banques et les entreprises ». Cela se conjugue avec des revendications plus concrètes : « la nécessité démocratique que les travailleurs et la population mettent leur nez dans les affaires des capitalistes (livres de compte, secret bancaire, des affaires, secret militaire...) et l'objectif d'une planification démocratique de l'économie. Cette proposition se combine avec celles de l'interdiction des licenciements et des contrats précaires, du partage du temps de travail et la création massive d'emplois dans les services publics pour éliminer le chômage et avec celle d'un salaire minimum à 1700 euros net. »

De plus, nous défendons « un internationalisme assumé », face au large consensus des partis institutionnels pour « l'identité nationale ». Nous refusons les discours nationalistes, le racisme, l'islamophobie, mais aussi

le carcan de l'Union européenne et les guerres impérialistes.

Le troisième axe concerne la « défense des droits démocratiques contre le tournant autoritaire du pouvoir, marqué, avec l'état d'urgence, par une intensification de la répression policière, judiciaire, que les candidats à la présidentielle, au PS, à droite et l'extrême droite, promettent déjà de systématiser. »

## Une urgence absolue, les 500 parrainages

Notre campagne s'adresse « largement à toutes celles et ceux qui se sont mobilisés ces derniers mois. [...] Nous les invitons à participer à cette campagne et au-delà à construire avec nous une force politique anticapitaliste pour la transformation révolutionnaire de la société, la reprise en main par les exploités et les opprimés de leur propre destin. » Mais il y a un obstacle décisif : l'obtention des parrainages administratifs. Cet obstacle antidémocratique nous oblige à faire la démonstration, devant plusieurs milliers de maires qui ont bien d'autres préoccupations, de notre légitimité. Cette recherche des parrainages est une priorité absolue pour les militantEs. Elle peut être proposée à nos sympathisantEs.

Nous voulons donner une voix aux exploités, défendre leurs intérêts de classe et refuser les divisions. « De ce point de vue, notre campagne est d'autant plus importante que nous serons quasiment les seuls à vouloir faire entendre cette voix. » Permettre son existence en obtenant les parrainages est une nécessité. Antoine Larrache



# Les comités en action!

## Pays basque Philippe Poutou manifeste à Bayonne.

Notre camarade candidat est venu le samedi 19 novembre à Bayonne participer à la manifestation organisée par Bagoaz en faveur des prisonniers basques malades, en particulier pour Ibon Fernandez Iradi dont le dossier de demande de libération conditionnelle sera présenté jeudi 24 novembre devant les juges (voir article en page 8).

Avant la manif, accompagné de trois camarades, il a rencontré des militantEs de diverses organisations locales pour des discussions et échanges cordiaux sur les problématiques du Pays basque. Ainsi Émilie Martin de Bagoaz, avec qui il a échangé sur le mandat d'arrêt européen qui avait été délivré contre elle par l'État espagnol, mais refusé par l'État français, et sur la situation des prisonnierEs basques, entre autres sur les dossiers de ceux qui sont gravement malades. Ainsi Enaut Aramendi de LAB avec qui ont été abordés les élections TPE et l'action de la Confédération CGT contre eux et contre le STC, les actions envisagées par LAB pour essayer de réussir l'unité syndicale au Pays basque dans les luttes dans la rue et dans certaines institutions locales. Ainsi Menane d'Euskal Herria Bai, coalition qui regroupe plusieurs organisations politiques basques, avec qui a été abordée la question des signatures des maires du Pays basque, plusieurs faisant partie d'EH Bai, la question du salaire unique, Menane souhaitant connaître notre position sur ce sujet.

Philippe a ensuite rencontré les militantEs de notre comité pour un échange cordial et fraternel sur notre militantisme et notre fonctionnement, sur la campagne de recherche de signatures pour 2017 (entre autres). Et lors de la manifestation, Philippe a rencontré d'autres militantEs, de Sortu, de l'Oip, d'ÉELV...

Une journée chaleureuse, bien remplie, riche, très satisfaisante et fourmillante d'idées, mais bien trop courte.



DR

## Paris 20° Notre identité n'est pas nationale!

La première réunion publique de cette rentrée s'est tenue jeudi 17 novembre au bar le Lieu-Dit. Nous avons choisi une thématique qui semblait résonner particulièrement avec le contexte actuel et la surenchère nationaliste à la veille de la campagne présidentielle : « L'identité nationale, le nouveau visage du racisme ? »

Notre camarade Ugo Palheta, sociologue et membre de la commission antiraciste du NPA, a introduit le débat. Nous avons discuté de ce qui se cache derrière ce concept d'identité nationale et à quoi il répond, et comment la gauche, notamment Mélenchon, en était imprégnée. Au total, ce sont 40 personnes qui sont passées discuter avec nous de comment analyser mais surtout combattre l'offensive réactionnaire. Même si le constat de la situation est difficile, la nécessité de se battre, de militer notamment dans le quartier, sur la question des migrantEs, faisait largement écho. Les idées racistes, islamophobes, nationalistes, sont tellement ancrées dans la société que la rupture avec les institutions, la transformation révolutionnaire, est plus que jamais nécessaire.

## Lille (59) Provocation des identitaires et riposte antifasciste.

Quatre ans après la fermeture de la « maison flamande », repère de l'extrême droite identitaire de la région, les identitaires tentent une nouvelle fois de s'implanter dans la métropole lilloise. Ils ont ainsi ouvert en septembre un bar privé au cœur du centre ville de Lille, au nom révélateur : « La Citadelle ». Ce club privé est accessible uniquement aux « adhérents de race blanche et de culture gréco-latine », comme l'explique carrément à France Info le leader de Génération identitaire... Cette ouverture fait suite à diverses actions de ces fachos dans la région, dont des tournées « anti-racailles » dans le métro lillois en mars 2013...

La riposte ne s'est pas faite attendre avec d'abord une pétition<sup>1</sup> en ligne qui a recueilli un peu plus de 70 000 signatures à ce jour. Dans la foulée, le samedi 24 septembre, jour d'ouverture du bar, une manifestation antifasciste, bien qu'interdite par la préfecture et organisée dans l'urgence, a rassemblé 500 personnes. Depuis, un collectif unitaire s'est constitué et une nouvelle manifestation a eu lieu ce samedi 12 novembre à l'appel de forces associatives, syndicales et politiques (dont bien sûr le NPA) qui a rassemblé plus d'un milliers de personnes.

La mobilisation doit s'amplifier, ce qui serait l'occasion de remettre en selle une coordination des antifascistes de la métropole. C'est d'autant plus nécessaire que quelques jours avant cette dernière manifestation, des syndicalistes lycéens, étudiants et des militants de la JC, ont été victimes d'une agression dont les auteurs affirmaient soutenir le bar « La Citadelle »...

1 - <https://www.change.org/p/martineaubry-non-%C3%A0-l-ouverture-d-un-bar-d-identitaires-en-plein-centre-de-lille/17849585>

## Le chiffre

Plus de 650 000

C'est en moyenne le nombre de licenciements annuel ces dernières années (dont 190 000 pour les licenciements juridiquement économiques). À cela s'ajoute 320 000 ruptures conventionnelles et un nombre indéterminé de suppressions d'emplois (comme à SFR) dont les formes peuvent être diverses... Et qui défend l'interdiction des licenciements ?

## SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES RÉFUGIÉES!

### Partir, une question de survie...

Auparavant, le fait migratoire était majoritairement masculin, peu de femmes seules, et les femmes avec enfants rejoignaient les maris lorsque ceux-ci étaient « installés ». Ce n'est plus le cas depuis quelques années. Les femmes fuient les guerres, les persécutions, les famines, tout comme les hommes, mais elles fuient aussi des violences spécifiques : les mutilations sexuelles, les mariages forcés, les séquestrations, et dans les pays en guerre, les viols pratiqués massivement comme arme de destruction. Elles partent, cela malgré la connaissance qu'elles ont de leur vulnérabilité et des difficultés qui les attendent dans leur trajet... Ainsi cette jeune fille Érythréenne qui s'était fait injecter un contraceptif pour « être protégée » le temps du voyage... Elles partent parce que c'est leur dernier recours, parce qu'elles n'ont pas le choix, parce que c'est une question de survie. En 2013, selon une source du Monde, « 111 millions de femmes ont pris la route de l'exil, représentant 48% des migrants dans le monde ». Et Christophe Boulierac, porte-parole de l'Unicef, indiquait que parmi les 3 000 migrantEs qui transitaient chaque jour par la Macédoine début septembre 2015, un tiers étaient des femmes et des enfants, contre 10% en juin de la même année. 12% environ des femmes étaient enceintes<sup>1</sup>.

### Pendant le trajet, c'est l'enfer!

Elles doivent affronter les violences et les chantages des passeurs, des autres migrants, des États traversés. Un rapport de Human Rights Watch (HRW), publié le



DR

21 septembre 2015, faisait état de nombreuses « violences spécifiques » contre les femmes, soit des agressions sexuelles allant du harcèlement au viol. Ce rapport corroborait les faits de violences sexuelles et de viols commis par des policiers à l'intérieur du camp de Gaz Baba en Macédoine, faits rapportés par plusieurs témoignages.

Maryline Baumard, journaliste ayant passé cet été trois semaines à bord de l'Aquarius (bateau ONG qui secourt les migrants en mer), révélait dans un article paru le 8 septembre dernier que la « quasi-totalité des femmes recueillies avaient été victimes d'abus sexuels en Libye. À l'appui, de nombreux témoignages mettaient en évidence

l'organisation de véritables réseaux de traite humaine à partir des passeurs et de guerre entre milices pour le contrôle de ce juteux marché ». La marchandisation des femmes à la faveur de la mondialisation des conflits... À quand le retour des marchés aux esclaves? Les femmes ont honte. Elles ne parlent pas, ne se plaignent pas. « Ce qui arrive est de leur faute » leur a-t-on répété, « si elles vont en Europe, c'est pour se prostituer... ». « Elles se croient fautives, responsables de toutes les violences qu'elles ont subies », explique Hassiba Hadj Sahraoui, juriste de Médecins sans Frontière (MSF) à bord de l'Aquarius. Un lieu non mixte y a été créé pour permettre aux femmes de se poser en sécurité...

### L'« accueil » en France aggrave les situations d'oppression

La France, où plusieurs hommes politiques de droite comme de gauche n'arrêtent pas d'instrumentaliser les combats féministes à leur profit, ignore les violences spécifiques auxquelles ont été confrontées les femmes migrantes, et donc ne met rien en place pour y répondre. Pire, en n'ouvrant pas des hébergements dignes et en nombre suffisants, en ne mettant pas à disposition de façon urgente des lieux de prise en charge des questions de santé, en maintenant les femmes dans une extrême précarité, elle aggrave leur situation d'oppression. Après la phase d'accueil, la galère continue, les lois sur le séjour ne sont pas faites pour favoriser leur autonomie – ce que nombre d'entre elles espéraient trouver –, mais au contraire les renvoient sous la coupe des maris ou les poussent à chercher un « protecteur ».

### Ce qu'il faudrait...

D'abord des lieux d'accueil non mixtes avec des personnels formés pour favoriser l'écoute des femmes migrantes; la création massive de lieux d'hébergement permettant un accueil dans la dignité, une prise en charge des questions de santé et un accompagnement vers l'emploi qualifié; des démarches simplifiées et une réelle prise en compte des faits de violences spécifique pour l'accès au statut de réfugiée pour les femmes; enfin une individuation des droits – non dépendant du mari ou du père – pour l'obtention des titres de séjour pour les femmes.

### Sonia

1 – Article de Lucie Soulié publié dans le Monde du 12 octobre 2015.

## IL FAUT QUE ÇA CESSE!

Début octobre, le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) publiait son avis pour une juste condamnation sociétale et judiciaire du viol et autres agressions sexuelles.

du cercle familial. Et la reconnaissance du viol conjugal est récente : ce n'est qu'en 2010 qu'il est enfin complètement reconnu dans le code pénal, suite à un long combat des femmes, avec une première victoire judiciaire en 1992.

Connaître son agresseur peut expliquer qu'une grande part de femmes ne se déplacent pas au commissariat, que ce soit par peur des représailles mais également du fait de ce que l'on appelle le cycle des violences conjugales. Ainsi, après la phase de la violence, arrive la phase de justification par l'auteur (qui implique souvent de rabaisser la victime) puis celle de la lune de miel au cours de laquelle l'agresseur (re) devient prince charmant...

Par ailleurs, même si le fait que l'auteur de viol soit le conjoint ou ex-conjoint de la victime constitue une circonstance aggravante, dans la réalité judiciaire, il est rare que les crimes de viol dans le couple soient pénalement pris en compte. À ce titre, le texte de l'avis du HCE note de nombreux témoignages de femmes encouragées par leur conseil à accepter la requalification du viol qu'elles ont subi – qui constitue un crime – en agression sexuelle – qui ne constitue qu'un délit. Et ce, bien souvent afin que l'affaire soit jugée plus rapidement...

### Une acceptation sociétale des agressions sexuelles

Les exemples sont nombreux de ce qu'il faut bien appeler la culture du viol. Le HCE montre combien les visuels d'agression et de domination sont aujourd'hui un argument de publicité courant. Ainsi, dans de trop nombreuses publicités, la logique argumentaire est qu'être un homme, un vrai, c'est soumettre les femmes... et qu'acheter tel ou tel produit y aide!

Ainsi, le corps des femmes continue de ne pas leur appartenir réellement, et à être d'abord un support de fantasme, voire de consommation masculine. Et, au bout du compte, il n'est pas rare d'entendre qu'une femme victime d'une agression sexuelle l'a finalement un peu cherché, que ce soit par sa façon de s'habiller ou de se comporter! Le simple fait de dire qu'une femme « s'est faite violer » (où le sujet serait donc volontaire), plutôt que « a subi un viol », en est une des expressions courantes. Plus encore, dans une toute récente thèse en criminologie soutenue par Massil Benbouriche, il est démontré, suite à expérience auprès de 150 hommes de 21 à 35 ans représentatifs de la population masculine, que 30% d'entre eux pourraient violer une femme s'ils étaient certains que celle-ci ne porte pas plainte ensuite...

Cette conception marque également le traitement des affaires de violences sexuelles par les médias. Le HCE relève que les journalistes sont souvent enclins à accompagner la tolérance sociale à l'égard des violences faites aux femmes. Ainsi, cela passe par le fait de souligner par exemple que la victime était alcoolisée ou a accepté de suivre volontairement celui qui sera son agresseur. À l'inverse, le traitement médiatique des violences sexuelles ne rechigne pas à présenter les qualités de l'agresseur (« père attentif de 9 enfants », « obsédé par la peur de l'abandon ou du rejet », etc.). Au final, il n'est pas rare que des faits d'agression sexuelle voire de meurtre soit qualifiés dans les médias de « drame familial », de « dérapage », voire d'acte de « dépit amoureux »...

Il est plus que temps de rendre réellement inacceptables les violences faites aux femmes. Cela passe par une réelle volonté de former l'ensemble des professionnelEs (du social, de la médecine, de la magistrature, du journalisme), de mettre en place une éducation non sexiste et respectueuse du corps de chacunE, de développer les solutions de soutien et d'accueil des femmes victimes, et de donner à la justice les moyens de traiter les actes de violences sexuelles.

Abby Tarot

## 25 NOVEMBRE : CONTRE LA VIOLENCE DU SYSTÈME PATRIARCAL

**L**e système de genre entraîne à l'encontre des femmes de nombreuses violences, qui sont renforcées par le capitalisme. Contrairement à ce que certaines forces politiques réactionnaires laissent entendre, aucun pays ni aucune couche de la société n'échappe à ces violences. Il s'agit de meurtres, de mutilations, de viols, de coups, de harcèlement, d'insultes, de dévalorisation et d'objectivation des corps, de troubles mentaux spécifiques, de la loi du silence meurtrière... Nous devons avoir à l'esprit, lorsque nous nous battons contre ces violences, qu'elles sont régulièrement récupérées à des fins racistes et islamophobes. Les réactionnaires sont bien plus prompts à dénoncer les violences sexuelles lorsqu'elles sont commises par des personnes non blanches, et associent systématiquement migration et violences sexuelles. On voudrait laisser croire que les violences sexuelles seraient un problème extérieur à la France. Pourtant, au vu des récentes affaires d'agressions sexuelles venues des classes dominantes blanches, il est clair que le patriarcat n'a ni frontière ni classe. Les droits des femmes ont encore été brandis comme prétexte pour s'attaquer à des populations racisées comme les musulmanEs, à travers les multiples attaques envers les femmes portant le burkini. Bien qu'elles visent prioritairement les femmes musulmanes, et en second lieu toute personne musulmane, ces attaques islamophobes concernent finalement toutes les femmes. Trop couvertes ou pas assez, c'est bien aux femmes de décider, et aucune autorité, encore moins sous prétexte de laïcité, ne doit décider de la façon dont les femmes gèrent leur corps. Chiffres concernant les viols en France, violences subies spécifiquement par les femmes réfugiées, violences au travail, à la télévision, affaire « Jacqueline Sauvage » : cinq articles dans lesquels nous portons notre regard féministe, anticapitaliste et internationaliste.

## JACQUELINE SAUVAGE

Cette « affaire » a fait grand bruit et a remis sur le devant de la scène médiatique les violences conjugales, que le mouvement féministe avait bien du mal à rendre visibles. Elle symbolise à elle seule les errements d'une justice et d'une société à deux vitesses, prompte à sanctionner les femmes sans se donner les moyens de les protéger.

**J**acqueline Sauvage a été condamnée à deux reprises à dix ans de prison ferme pour le meurtre de son mari, sans que ne lui soit jamais reconnu aucune circonstance atténuante. Pourtant cette femme n'a fait que se défendre d'un mari violent, auteur de violences conjugales répétées depuis près d'un demi-siècle sur elle, et de viols et violences sur leurs enfants. Une fois de plus et une de trop, elle a voulu riposter et lui a tiré dessus, dans le dos, pour mettre fin à ces souffrances. Ici, contrairement à ce que l'on aurait fait pour un flic, on ne lui a reconnu aucune légitime défense, malgré ce qu'ont plaidé ses avocates.

### La cruauté du système judiciaire...

La mobilisation citoyenne et médiatique n'a démarré qu'en 2015 au moment de son procès en appel qui a confirmé la condamnation initiale. Des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes, et une pétition en ligne a reçu plus de 435 000 signatures pour réclamer sa libération immédiate, jugeant que son maintien en prison était inutile et inhumain. Obligé

d'intervenir, Hollande ne lui a accordé qu'une grâce partielle, ce qui ne diminue qu'un peu les délais dans lesquels elle peut demander une libération conditionnelle. Mais le juge d'application des peines a refusé une première fois cette libération, argumentant que le soutien qu'elle a reçu l'empêche de réfléchir à la gravité de son acte, et qu'elle s'est trop positionnée en victime, n'exprimant ainsi aucune repentance de son acte... Un appel de cette décision devrait être rendu le 24 novembre (dont nous ne connaissons donc pas le rendu au moment où sort ce journal), mais nous espérons qu'il sera positif pour qu'elle puisse enfin être libérée.

Si l'affaire a pris une telle ampleur médiatique, c'est bien qu'il symbolise toute la cruauté d'un système judiciaire qui punit si fort les femmes qui osent se défendre, tout en étant bien laxiste envers ses auteurs. C'est ce que nous ne cessons malheureusement de rappeler tous les 25 novembre : il y a toujours en France 200 000 femmes par an qui subissent des violences de la part de leur conjoint ancien ou actuel, et cela



**L'**occasion de rappeler le nombre important de faits de viols ou tentatives de viol... et la faiblesse du nombre de plaintes, et plus encore de condamnations. En effet, 84 000 femmes entre 18 et 75 ans déclarent être victimes d'un viol ou tentative sur une année. Parmi elles, seule 1 sur 10 dépose plainte... et seulement 10% des plaintes donnent lieu à une condamnation! Des chiffres qui s'expliquent par le caractère foncièrement sexiste et patriarcal de la société.

### Le long chemin des violences conjugales

Rappelons que dans 90% des cas, l'agresseur est connu de la victime. Le plus souvent, les agressions sexuelles sont commises au sein

# FEMMES

## DE TOUS LES PAYS



# UNIES CONTRE LES VIOLENCES

Dossier réalisé par la commission nationale intervention féministe du NPA

## VAGUE, SYMBOLE MALGRÉ ELLE

dans une relative indifférence. Les faits étant tellement durs à prouver, la plupart de celles qui osent porter plainte n'obtiennent que rarement des condamnations. La société a du mal à soutenir et à protéger ces femmes, jugeant qu'elles sont un peu responsables de n'avoir ni rompu ni quitté le domicile conjugal, méconnaissant ainsi les multiples obstacles que cela représente : être autonome financièrement, pouvoir se loger, protéger ses enfants, s'éloigner éventuellement de la famille, etc.

(seulement 10% des victimes) n'obtiennent que très rarement des condamnations, quand celui-ci n'est pas requalifié en agression sexuelle. On condamne donc chaque année en France seulement 1% des violeurs... Autant dire que l'on envoie clairement un message d'impunité. Dire ces violences, les chiffrer et les mettre sur la place publique, c'est donc obliger la société à regarder en face ce qu'elle produit. Malgré les lois votées et les grands principes affichés, nous vivons bien dans

une société patriarcale qui tolère toujours ces violences, et qui offre une relative impunité à ses auteurs, en partie à cause d'un système policier et judiciaire sexiste, peu formé et perclus de stéréotypes. Si le cas de Jacqueline Sauvage indigne autant, c'est bien qu'elle offre à une échelle large cette vision d'une double réalité : une société dans laquelle les Balkany, Sarkozy, et autres fraudeurs vivent en toute impunité, mais où elle, Jacqueline Sauvage, est en prison...

Hélène Pierre

... à l'image d'une société patriarcale

Les 134 cas de féminicides par an sont là pour nous rappeler qu'il faut agir, et ne pas laisser les femmes dans leur isolement, en attendant que l'irréparable se produise. De même, comme l'a montré le dernier rapport du Haut Conseil à l'égalité, les viols sont quasiment impunis en France. Le chiffre, pourtant énorme, devrait indigner et forcer la société à se regarder en face : 84 000 viols ont lieu par an, soit 1 toutes les 7 minutes ! Encore une fois, malgré la peur, la honte parfois, et le manque d'accueil dédié dans les commissariats, celles qui osent porter plainte



## AGRESSION SUR C8 : LE REFLET D'UNE SOCIÉTÉ SEXISTE ?

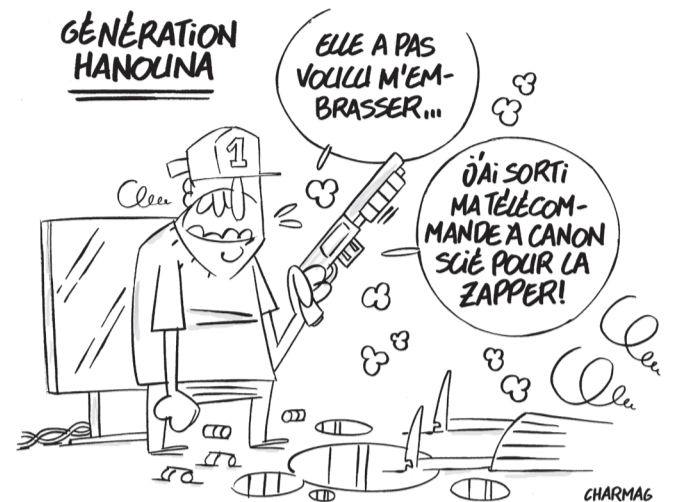
Le 13 octobre dernier, Soraya Riffy est invitée sur le plateau de l'émission « Touche pas à mon poste » animé par Cyril Hanouna sur C8. Une émission populaire, en particulier chez les jeunes.

Comme à l'accoutumée, l'émission est l'occasion de jeux et défis en tout genre. Ce soir-là, à la suite d'un défi perdu dans laquelle la jeune actrice jouait Kim Kardashian, Cyril Hanouna demande à Soraya Riffy (sûrement comme gage ou punition), d'embrasser l'un des chroniqueurs présents, en l'occurrence Jean-Michel Maire, celui qui dans la bande joue plutôt le rôle du « Don Juan » sauce franchouillarde donc plutôt du macho en règle générale. Cette dernière exprime son refus à plusieurs reprises, malgré l'insistance de l'animateur. Ni une ni deux, Jean-Michel Maire l'embrasse alors sur le sein. Rires dans l'assemblée. Fin de la séquence...

### Réactions

Le soir même, les premières réactions d'indignation apparaissent sur les réseaux sociaux, pour rappeler – ce qu'a fait une des chroniqueuses présentes en plateau – une chose fondamentale : quand une femme dit non, c'est non, et pas oui, si ça arrange.

Le lendemain, l'association Osez le féminisme a déposé une plainte auprès du Conseil supérieur de



d'audiovisuel (CSA) pour dénoncer cette agression doublée d'une humiliation publique. Malgré les près de 2500 signalements reçus, le CSA se contentera d'un simple rappel à l'ordre...

### Mise en scène des « excuses »

L'emballage médiatique provoquée par l'affaire oblige Cyril Hanouna et ses chroniqueurs à revenir sur l'affaire. Au-delà des plates excuses de l'intéressé, qui explique avoir pleuré tellement l'acharnement contre lui était dur (« J'admets aisément être un gros lourd mais je respecte réellement les femmes » dira-t-il...), l'ensemble des chroniqueurs va chercher à minimiser les faits et à soutenir leur copain (un réflexe de groupe assez courant) en rejetant le terme d'agression sexuelle. Cyril Hanouna ira même jusqu'à dire que s'il n'approuve pas le geste, il ne le trouve pas « si grave »...

Présente sur le plateau, la principale intéressée évoquera, elle, un geste qu'elle juge déplacé et peu professionnel, même si elle a choisi de ne pas porter plainte. Fin de la séquence. Tout le monde est content.

Voilà, nous en sommes encore là en 2016, dans une émission regardée par plus d'un million de téléspectateurs en direct : on peut humilier une femme, nier le fait qu'une agression sexuelle se soit produite, sans que cela ne produise un quelconque effet, ni plus de réactions. Aucune sanction prise contre le chroniqueur, ni contre la chaîne qui diffuse de telles images, ne sont à l'ordre du jour. Cela instille donc l'idée dans l'inconscient collectif que le corps d'une femme reste à la disposition des hommes et de leur bon vouloir. Comme pourrait le dire ce même Cyril Hanouna, décidément « la télé, c'est que de la merde ! »

Hélène Pierre

## COMBATTRE LES VIOLENCES SEXISTES, AU TRAVAIL AUSSI !

Les violences sont une réalité permanente pour les femmes. Toutes sont par exemple victimes de harcèlement ou de violences dans les transports en commun. Et 80% subissent des comportements sexistes au travail, 60% ont été victimes d'avances répétées malgré leur refus, 25% d'agressions sexuelles et 10 viols par jour se déroulent sur les lieux de travail...

Ces chiffres couvrent une sinistre réalité quotidienne. Volontaires et le plus souvent issus de stéréotypes et préjugés véhiculés par les hommes, les propos, les comportements sexistes, entretiennent la différenciation et la hiérarchie des sexes. Les mains « baladeuses », les commentaires sur le physique ou la tenue des femmes, les « blagues » graveleuses, les remarques très spécifiques sur les hiérarchiques femmes (« autoritaires », « hystériques », « promotion canapé »...) entretiennent un climat sexiste, une ambiance dans laquelle la division entre les hommes et les femmes prend le pas sur la division entre travailleurEs et patrons..

Ces comportements sont amplifiés par le fait que les femmes occupent des métiers plus précaires, dans des secteurs sous pression, que leurs supérieurs sont généralement des hommes, etc. La dégradation des conditions de travail et la destruction des collectifs de solidarité,



entraînent des tensions qui provoquent des violences et fragilisent encore davantage les femmes.

### La solution ne peut être que collective

La loi à ce sujet n'évolue que très lentement. Les procédures

en justice sont difficiles et la très grande majorité des femmes victimes de violences perdent leur emploi soit par licenciement soit par démission. Ainsi les protestations contre les violences faites aux femmes, violences cautionnées par le climat sexiste dominant, sont étouffées par une loi du silence qui frappe victime et entourage. Pour lutter contre les violences, la solution ne peut être que collective. Il faut une solidarité des femmes entre elles et construire des cadres de réponse collective en s'appuyant sur les structures syndicales. La lutte contre les violences est une bataille de tous les lieux et de tous les instants, parce que

ces violences participent d'un système global de domination patriarcale et capitaliste. Et c'est donc à cela que l'on s'affronte en luttant contre les violences et contre les actions sexistes au travail.

Elsa Collonges

## PRISONNIER-E-S BASQUES Non à la justice à deux vitesses!

Samedi 19 novembre a eu lieu à Bayonne une manifestation d'environ 2500 personnes pour demander la libération de 11 prisonniers (preso) basques malades, en particulier celle de Ibon Fernandez Iradi, emprisonné depuis 13 ans à la prison de Lannemezan atteint d'une sclérose en plaques qui s'aggrave.

La demande de libération conditionnelle sera examinée jeudi 24 novembre. Elle lui a déjà été refusée à deux reprises alors que son état de santé est incompatible avec la détention. Pourtant la «loi Kouchner» du 4 mars 2002 prévoit que les prisonniers peuvent être libérés pour cause de maladie incurable ou si leur incarcération met en danger leur santé. Une loi qui a été interprétée de façon très libérale par la justice lorsque cela lui convenait, par exemple lors de l'«affaire Papon». Condamné en 1998 à 10 ans de réclusion pour «complicité de crime contre l'humanité» du fait de son rôle dans la déportation des Juifs, il sera libéré quatre ans plus tard grâce à cette fameuse loi...

Plusieurs actions (refus de la nourriture, envoi de lettres, jeûne, etc.) ont été faites par les preso dans les prisons de Moulins, Rennes, Fleury, Fresnes, Meaux, Villepinte, Alençon, Saint-Martin-de-Ré pour demander la libération de Ibon Fernandez Iradi et pour appeler à cette manifestation. D'autres mobilisations sont aussi prévues en 2017 concernant les longues peines, certains prisonniers étant incarcérés depuis 26 ans. Cela sans oublier les exilés qui ne bénéficient d'aucun statut.

### L'état des deux États

Depuis les accords d'Aiete en 2011 et l'arrêt de la lutte armée par l'ETA, la société civile basque souhaite la «paix» et a pour cela mis en place un processus, pour le moment unilatéral... Car que ce soit l'État espagnol ou l'État français, ceux-ci n'ont pas fait le moindre pas ni exprimé la volonté d'y participer. Bien au contraire, la répression augmente, avec, entre autres, l'application du FIJAIT (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes) à d'anciens preso et d'autres incarcérations. Accorder ces libérations serait peut-être un premier pas de la part de ces deux États vers la résolution du conflit au Pays basque. Pour le NPA, exiger la libération des prisonniers malades s'inscrit dans une perspective beaucoup plus vaste : celle de revendiquer la libération inconditionnelle des détenuEs basques, le retour des exiléEs et l'amnistie pour touTEs. Avec d'autres, nous continuons à nous battre pour y arriver.

Sylvie Laplace



## GRÈVE À I-TÉLÉ La brutalité de Vincent Bolloré et de ses affidés

Le 16 novembre, les salariéEs d'i-Télé, en grève depuis 31 jours, votaient la reprise du travail. De leur aveu même, les revendications portées par leur mouvement sont loin d'avoir été satisfaites, à un point tel que le protocole d'accord négocié avec la direction n'a pas été soumis au vote de l'assemblée générale car jugé «humiliant»...

Une issue à l'image du «management» à la Bolloré : arrogance, brutalité et politique de la terre brûlée.

### Briser la grève et démoréaliser les grévistes

Désinformation, communiqués méprisants, refus de recevoir les grévistes, déménagement de bureaux en pleine grève, en mettant au passage les affaires de certains salariéEs à la poubelle, désactivation des badges des pigistes pour les empêcher d'entrer dans les locaux et de participer aux assemblées générales... Rien n'aura été épargné aux grévistes, qui ont pourtant tenu bon pendant 31 jours, soit la plus longue grève dans l'audiovisuel français depuis mai 1968. Il est désormais établi, pour ceux qui en doutaient encore, que la direction ne poursuivait qu'un seul objectif : briser la grève et démoréaliser les grévistes, quitte à provoquer des dizaines de départs et à mettre en péril la santé physique et mentale des journalistes et technicienEs de la chaîne. Une brutalité aux conséquences humaines désastreuses dont ont pu témoigner celles et ceux qui, grévistes ou journalistes d'autres médias, ont suivi la mobilisation au jour le jour.

### Le précédent de Canal+

La façon dont les grévistes ont été traités par l'actionnaire et la direction de la chaîne n'est pas sans rappeler la brutalité de la reprise en main par Vincent Bolloré, au cours de l'année 2015, de la chaîne Canal+. Cette brutalité, relatée par les mêmes Raphaël Garrigos et Isabelle Roberts dans leur livre *L'empire : comment Vincent Bolloré a mangé Canal+*, avait également provoqué une vague



Bolloré et Morandini, une certaine conception de la télévision... DR

de départs au sein de la chaîne cryptée.

Le «management» de la grève à i-Télé n'est donc pas un accident, mais bien une marque de fabrique de Vincent Bolloré et de ses affidés, capables d'organiser des réunions au cours desquelles des cadres de Canal+ «découvrent en direct non seulement qu'ils sont virés, mais en plus que leurs remplaçants sont déjà là, dans la salle», le grand patron osant même expliquer aux «virés» : «Je suis désolé pour ceux qui ne font pas partie de mon équipe, voilà, je n'ai rien contre vous, je ne vous connais pas».

### Information et journalistes en danger

Nous assistons à une mainmise sans cesse croissante de quelques grands groupes et grandes fortunes sur la quasi-totalité du paysage médiatique en France. Des phénomènes de concentration non seulement dangereux pour le pluralisme mais en outre particulièrement alarmants pour

qui se préoccupe de la qualité des contenus et des conditions de travail des salariéEs des médias. Les médias ne sont pas le «cœur d'activité» de ces «capitaines d'industrie» (Bolloré, Niel, Drahi, etc.), qui leur appliquent des logiques strictement comptables et des méthodes de management inspirées de leurs autres sphères d'activité, quitte à avoir recours à des «cost killers» sans aucune connaissance du travail journalistique, et qui vont jusqu'à considérer «leurs» médias comme une simple vitrine pour le groupe.

### Les pouvoirs publics aux abonnés absents

Les grévistes d'i-Télé et les sociétés et syndicats de journalistes en ont appelé à plusieurs reprises à une intervention des pouvoirs publics. Le gouvernement a finalement, par l'intermédiaire des ministères de la Culture et du Travail, prétendu procéder à une médiation. Mais si l'on rapporte le «protocole d'accord» finalement établi aux revendications des grévistes, force est de constater qu'aucune pression digne de ce nom n'a été exercée sur l'actionnaire et ses représentants. Est-ce une surprise ? Pas vraiment... Le gouvernement Valls n'a pas fait grand chose pour aller contre les tendances préoccupantes à l'œuvre dans les médias,

qu'il s'agisse des phénomènes de concentrations et de financiarisation, de l'ingérence des actionnaires et des hiérarchies ou de la protection des journalistes. Même la «loi Bloche», présentée par le gouvernement comme une formidable avancée pour les journalistes, est en réalité au-dessous de tous les enjeux actuels et a essuyé les critiques des syndicats et sociétés de journalistes ou d'associations comme Acrimed. Jusqu'à quand va-t-on laisser Vincent Bolloré et les autres médiavores jouer au Monopoly, au mépris de la qualité des contenus, de l'indépendance des rédactions et des conditions de travail des salariéEs ? Il est temps de prendre des mesures radicales pour que cesse ce jeu de massacre, avec notamment une authentique législation anticoncentration et antifinanciarisation, et la mise en place d'un statut juridique pour les rédactions afin qu'elles puissent résister aux pressions de leurs hiérarchies et de leurs actionnaires. Faut de quoi, Bolloré et ses semblables auront les mains libres pour poursuivre leur entreprise de destruction de l'information et du journalisme, avec la complicité, active ou passive, des pouvoirs publics.

Julien Salingue

Version originale de cet article sur [www.acrimed.org](http://www.acrimed.org)

## FINANCES PUBLIQUES Après une grève réussie, on continue ?

À l'appel de l'intersyndicale Solidaires, CGT et FO, les agentEs des finances publiques étaient appelés à la grève le mardi 15 novembre pour défendre leurs emplois, leurs missions et le service public de proximité.



À Tarbes, on lâche rien ! DR

Mais ce que fait semblant de ne pas comprendre l'administration, c'est que les usagerEs – même ceux qui sont «connectés» – préféreront toujours la technicité des agentEs des finances publiques à celles d'internet!

### Et c'est pas fini...

Depuis le 15 novembre, les agentEs des finances publiques ne lâchent pas l'affaire. En effet, partout sur le territoire, des mobilisations, des actions de blocage, de grève, continuent. Devant l'approfondissement

de la colère, la direction commence à paniquer... et sa seule réponse est la répression. Ainsi, devant la détermination des agentEs de Tarbes (65) qui continuent grève et blocages de sites, la direction les menace aujourd'hui de sanctions disciplinaires et s'entête dans la destruction des services. Face à cette attitude, pas impressionnés, les agentEs ont décidé de continuer. Et c'est tant mieux ! Malgré les difficultés et les pressions, nous n'avons jamais été si proches d'un mouvement d'ampleur. On continue, en préparant l'étincelle qui...  
Joséphine Simphon

## ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

### Plaintes patronales et souffrances salariales

En 2014, la Sécurité sociale a enregistré selon les statistiques<sup>1</sup> plus d'un million d'accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP), et 898 personnes sont décédées de ces faits. Le nombre d'AT-MP augmente depuis une quinzaine d'année essentiellement dans les secteurs d'aide à la personne : assistantes maternelles, agents d'entretien, aides soignantes... Les femmes, très majoritaires dans ces métiers mal payés, sont les victimes de cette évolution.

Le coût imputé aux entreprises est de 6,5 milliards. Le patronat se plaint depuis 1898, date de la première loi obligeant les employeurs à la

réparation des accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail. En 1946, cette disposition a été généralisée à tous les salariéEs et financée par une cotisation



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE****Pas de pitié pour les actionnaires!**

*L'administration fiscale a lancé une procédure pour récupérer tout ou partie du crédit d'impôt de 2,2 milliards dont a profité la Société générale (SG) en 2009 et 2010...*

**A**vant même que la justice ne se prononce, la SG avait bénéficié du régime fiscal accordé aux entreprises victimes de fraude. Kerviel avait ensuite été condamné en 2010 et 2012 à verser 4,9 milliards à la SG, cela avant que la Cour de cassation casse les dommages et intérêts en 2014. Un nouveau procès devant la Cour d'appel de Versailles en septembre dernier a fait passer l'addition pour Kerviel à 1 million, estimant que la banque était en grande partie responsable (à 99,98 %) de ses 4,9 milliards de perte. La Cour a estimé qu'il ne s'agissait pas de négligences mais de choix managériaux visant à privilégier le risque pour maximiser le profit. Autrement dit, la SG a joué consciemment... et elle a perdu! Dès lors, il n'y a aucune raison que les pertes de la SG soient socialisées... alors que ses gains sont bien entendus privatisés par ses actionnaires!

Mais les capitalistes de la SG se sentent tout puissants et indiquent qu'ils mèneront une bataille judiciaire pour éviter de rembourser ce crédit d'impôt. Ils pleurnichent sur leur sort. Il est vrai qu'ils n'atteindront pas leur objectif initial d'une rentabilité sur fonds propres (« Return on equity ») de 10 % en 2016, et que leur filiale en Russie (Rodbank) est toujours déficitaire.

**Taux négatifs et augmentation des tarifs...**

Et surtout, le taux de rémunération des dépôts des banques commerciales à la BCE est négatif depuis juin 2014, fixé à -0,4 % aujourd'hui. Ainsi, la BCE « punit » les banques en taxant leurs dépôts pour les inciter à accorder des crédits aux entreprises, et en contrepartie elle paye les banques pour emprunter auprès d'elle. Mais cela ne marche pas. D'une part, les banques ne peuvent pas forcer les entreprises à vouloir emprunter. D'autre part, quand elles empruntent, les entreprises le font davantage pour spéculer sur les marchés financiers que pour investir, faute de débouché rentable. Donc cette politique ne fait que gonfler la bulle financière, amplifiant l'ampleur de la prochaine récession. En outre, elle pèse sur la rentabilité des banques puisque celles-ci prêtent à des taux de plus en plus bas alors qu'elles continuent à rémunérer leurs dépôts à des taux positifs.

Mais les actionnaires des banques n'ont pas l'intention de se laisser plumer. Ils veulent faire payer leurs salariéEs et leurs clients. Certaines banques (en Allemagne ou en Écosse) appliquent déjà des taux négatifs aux dépôts de leurs plus gros clients. Un tabou a sauté, et les banques envisagent sérieusement de taxer les comptes courants de leurs clients en cas de difficulté. En outre,



Frédéric Oudéa, PDG de la SG. Pleure pas la bouche pleine... DR

elles ont déjà augmenté le tarif de certains services financiers, comme les frais de tenue de compte. À l'automne 2015, la SG a annoncé la suppression de 2000 postes et la fermeture de 400 agences d'ici 2020. En mars 2016, 500 suppressions de postes étaient ajoutées...

La Société générale doit rembourser l'intégralité de son cadeau fiscal. Au-delà, il faut mettre les banques hors état de nuire. Pour cela, il faut exproprier l'ensemble du secteur bancaire, fermer les marchés financiers, et placer la création monétaire sous le contrôle des travailleursEs.

**Gaston Lefranc**

**GYNÉCOLOGIE DE L'HÔPITAL PURPAN (TOULOUSE)****Victoire après un mois de grève totale!**

*La direction du CHU de Toulouse a fini par céder, face à la forte mobilisation des grévistes et au risque que ce mouvement se propage aux autres services (voir L'Anticapitaliste n°356). Elles ont gagné sur la quasi-totalité de leurs revendications!*

**D**ans ce service, il y avait auparavant 4 infirmières et 4 aides soignantes, et suite à la restructuration d'il y a un an, 3 et 3. Sur ces 6 agents restantes, 4 étaient en arrêt maladie dont 3 pour burn-out... Elles étaient donc mobilisées pour le renforcement du personnel, le remplacement par du personnel formé en cas d'arrêt maladie et le respect de leurs droits (possibilité de temps partiel, droit aux congés, fin des heures supplémentaires imposées, etc.).

La direction avait annoncé au début du conflit son refus clair et net de céder à ces demandes plus que légitimes. Un combat important a alors eu lieu, et les grévistes ont dû résister à l'embauche de CDD et d'intérimaires pour casser la grève, l'envoi d'huisiers chez elles dès 8 heures

du matin pour les assigner, les mensonges en cascades concernant les motifs de leur grève... Mais elles ont tenu bon, et grâce à leur ténacité, au soutien des autres agents de la maternité qui avaient également posé des heures de grève, au soutien de médecins et d'acteurs extérieurs, elles ont gagné!

**Public, privé, touTEs ensemble!**

C'est donc une victoire, pour elles mais également pour tous les autres hospitaliers qui y voient une lueur d'espoir : quand on mène la bagarre jusqu'au bout, on peut gagner. Ainsi, à Toulouse, la mobilisation nationale du 8 novembre a été une réussite, et depuis, des salariéEs de cliniques privées ont mené des mouvements de grève, obtenant des victoires partielles (comme à la clinique

Saint-Jean-du-Languedoc). De nombreux services de l'hôpital public commencent aussi à relever la tête face à la dégradation de leurs conditions de travail. Il s'agit maintenant de construire un mouvement où nous pourrions, toutes et tous ensemble, nous retrouver dans la rue. La date du 29 novembre a été retenue dans certaines villes, notamment à Toulouse.

Enfin c'est une victoire pour les patientes, particulièrement pour celles devant pratiquer une IVG. Car sans soignants pas de soins de qualité...

De nombreuses mobilisations ont lieu au niveau national, aussi bien dans le public que dans le privé. Il est maintenant nécessaire de les unifier pour mettre un coup d'arrêt aux attaques que subit le secteur de la santé.

**Correspondante**

**NUCLÉAIRE La seule mesure réaliste et responsable: l'arrêt total!**

PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARC

*21 réacteurs nucléaires sur 58 en France sont à l'arrêt... Une situation anormale qui révèle combien le risque d'accident nucléaire est en forte hausse.*

**L'**Autorité de sûreté nucléaire (ASN) juge sérieuses les anomalies détectées sur certaines pièces métalliques des générateurs de vapeur (GV) et a demandé à EDF des contrôles approfondis sur 12 réacteurs. Ces anomalies de teneur en carbone fragilisent à terme des éléments qui doivent rester étanches pour éviter des rejets radioactifs dans l'environnement. Or les contrôles demandés traînent en longueur et les « arrêts de tranche » se prolongent...

**La loi du profit favorise le risque d'accident nucléaire**

Signe du vieillissement des réacteurs, le taux de disponibilité des centrales nucléaires d'EDF est aujourd'hui au plus bas. Deux éléments clés, non remplaçables mais essentiels à la sécurité, la cuve en inox (où se produit la réaction nucléaire) et l'enceinte de confinement en béton (qui protège l'environnement en cas d'accident), sont aussi des maillons faibles. Conçues pour fonctionner 30 ans (40 ans maximum), les centrales nucléaires françaises sont en fin de course.

Suite à la dérégulation du marché de l'énergie, pour rentabiliser à fond les centrales, les PDG d'EDF – Proglío, puis Lévy (poulains de Sarkozy, puis de Hollande...) – veulent prolonger cette durée de vie de 40 à 60 ans : c'est le projet « grand carénage » (50 milliards d'euros). Profitabilité et acquisitions à l'étranger (achat de British Energy pour 12,7 milliards d'euros) passent avant la sécurité.

Et les travailleurs des centrales (agents EDF et sous-traitants) font les frais de cette politique du profit maximum : intensification du travail, suppressions de postes (3 500 d'ici 2017)...

**Du fiasco financier à la catastrophe nucléaire**

Ajoutons la fuite en avant, avec la construction d'un EPR à Flamanville et de deux autres à Hinkley Point (Grande-Bretagne) ainsi que l'absorption d'Areva, en faillite suite aux comptes truqués par Anne Lauvergeon. Fragilisé financièrement dans ce monopoly, EDF a lancé un plan d'économies...

Économies + vieillissement des centrales : les ingrédients d'un accident nucléaire sont réunis. En mars 2011, suite à l'accident de Fukushima, le président de l'ASN avait concédé qu'un accident nucléaire majeur en France ne pouvait pas être exclu. Aujourd'hui, c'est malheureusement encore plus probable.

Plus que jamais, la seule mesure réaliste reste l'arrêt du nucléaire. C'est ce que défend le NPA.

**Commission nationale écologie**

Version longue sur le site du NPA : <https://npa2009.org/actualite/ecologie/la-fuite-en-avant-des-dirigeants-dedf>

**RÉDUIRE LES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES**

CHARMAQ

sociale uniquement « patronale ». Son taux est modulable en fonction de la taille et du nombre d'AT dans l'entreprise, selon le principe du pollueur-payeur. « Accident du travail, le mal de dos fait souffrir les entreprises », titrait les Échos

mais aucune mesure n'a été prise pour développer la prévention, améliorer les indemnités et rentes, reconnaître l'origine professionnelle d'un plus grand nombre de maladies, notamment les souffrances psychiques.

**Le gouvernement préfère « sécuriser » les employeurs...**

La loi travail<sup>2</sup> réduit les prérogatives déjà insuffisantes des CHSCT dans leur rôle d'alerte et de prévention. La délégation unique du personnel (fusion CE-DP) est étendue au CHSCT et ouverte aux entreprises de 300 salariéEs (auparavant 200). Les sujets relevant du CHSCT pourront n'y être traités que quatre fois par an.

Les moyens de la médecine du travail sont diminués (6 000 médecins en 2007, 5 500 en 2016), et les visites médicales d'embauche et de suivi individuel sont réservées aux travailleurs occupant des postes présentant des risques particuliers. L'indépendance (relative) des médecins est mise en cause par des patrons qui n'hésitent pas à contester les certificats médicaux devant le conseil de l'ordre. En cas d'inaptitude à un poste, l'employeur

n'est plus dans l'obligation de proposer un reclassement et peut licencier.

Les excédents de la branche AT-MP dont se vante Marisol Touraine, s'expliquent par le refus d'un nombre important d'employeurs d'effectuer la déclaration, ainsi que par la crainte des salariéEs, ou leur méconnaissance du droit dans ce cas de le faire eux-mêmes. Les CPAM ont de moins en moins de moyens pour effectuer les enquêtes. Sur tout le territoire, seuls 296 agentEs sont affectés à cette activité. La formation des inspecteurs est réduite de 9 mois à 3,5 mois, alors qu'ils sont de plus en plus souvent confrontés lors des enquêtes dans les entreprises à des DRH formés pour les contrer et à des avocats spécialisés. La chute des effectifs est généralisée dans tous les services (gestion, prévention...), cela alors que les risques psycho-sociaux, les TMS et les suicides se développent.

**Des mesures d'urgence!**

La médecine du travail doit devenir un service public sans aucun lien de dépendance, notamment salariale, avec les employeurs. Elle doit retrouver toutes ses prérogatives, bénéficier d'un droit d'investigation réel dans les entreprises.

Les DP, CE, CHS-CT doivent disposer du droit de veto sur toutes les décisions des patrons qui impactent les salariéEs, en particulier leur santé.

Des moyens plus importants doivent être attribués aux services de santé au travail et aux organismes de Sécu, notamment pour le contrôle des employeurs et la prévention.

**Correspondants Sécurité sociale**

1 – Source : CNAMTS

2 – Lire le dossier dans L'Anticapitaliste n°331. <http://sante-secu-social.npa2009.org/Hebdo-l-Anticapitaliste-07-04-2016-Dossier-Loi-El-Khomri-et-sante-Le-travail-au>

## PALESTINE

## Retour de mission

Le Comité rennais de l'Association France Palestine solidarité organise chaque année une campagne de «cueillettes solidaires» en Palestine. Plusieurs militantEs bretons du NPA en reviennent...

Chaque équipe intervient auprès d'un paysanE ou d'un groupe de paysanEs qui, sans son intervention, seraient en difficulté pour mener à bien la récolte de l'année. Triple enjeu. Une terre non cultivée trois années de suite peut être confisquée par Israël (en vertu d'une loi... ottomane!). De plus, pour nombre de paysanEs, la récolte est vitale, économiquement. Enfin, garder la terre, la cultiver, c'est résister, combattre le système colonial.

Il peut s'agir d'oliveraies situées près du «mur» – le plus souvent, à la campagne, matérialisé par des rangées de barbelés encadrant une route dite de sécurité – ou près d'une colonie, là encore au ras des barbelés, comme à Susiya, dans le sud, ou encore dans une zone menacée d'annexion, comme à Battir, près de Bethléem. Mais quel que soit le degré de tension autour de l'oliveraie, tous les paysanEs nous répètent que la première manifestation de solidarité qui compte pour eux, c'est notre présence, car elle montre que le monde ne les oublie pas, qu'il y a des gens pour agir à leur côté...

## Témoigner!

C'est la première demande des PalestinienEs rencontrés: «De retour en France dites ce que vous avez vu ici!» Et ce que nous avons vu, ce sont autant d'images d'un pays occupé, d'une population victime de l'apartheid.

Ainsi les oliveraies de Hébron, coincées entre des colonies qui lacèrent la ville et l'étouffent peu à peu, où nous avons cueilli des olives, surveillés de près par des militaires désœuvrés, dans des parcelles accessibles seulement un jour pour la cueillette! Ainsi le village de Susiya, détruit par l'armée israélienne au profit d'une colonie qui a pris son emplacement et son nom. Reconstitué par des paysanEs déterminés, détruit à nouveau... Le bras de fer continue. Les paysanEs restent sur leurs terres, dans des tentes de bédouins: cultiver, c'est résister!

Ainsi le village de Asfar, où l'on nous montre les traces de chenillettes... laissées par les engins venus, il y a moins de dix jours, détruire le village d'été qui permettait aux paysanEs d'être à pied d'œuvre pour la culture des olives. Ne subsiste qu'une maison – trop récente pour avoir fait l'objet d'un ordre de destruction, mais son tour viendra – au milieu d'un champ de gravats!

## Résister!

Hébron incarne toute la problématique palestinienne. D'un côté, les colonEs, soutenus sans faille par l'armée, font tout pour prendre le contrôle de la ville: leurs établissements au cœur du vieux Hébron visent à couper la ville en deux, que les colonies des hauteurs dominant comme une menace permanente. De l'autre côté, les PalestinienEs, qui ont dû fuir un centre devenu invivable, font actuellement de gros efforts de réhabilitation qui portent leurs fruits: la population palestinienne revient! La solidarité internationale, sans doute ici la plus concentrée, s'active sans compter pour les aider.

Dans nos discussions, les Palestiniens nous disent le complet décalage qui existe entre l'Autorité palestinienne, corrompue, pieds et poings liés avec le gouvernement israélien, et les expériences de résistance populaire qui s'organisent sur le terrain, en lien direct avec les aspirations du peuple palestinien. La présence agressive des colons, le mur qui continue de démanteler le territoire de Cisjordanie, les milliers de prisonniers politiques, Gaza, qui reste une prison à ciel ouvert, la violence de la domination coloniale infligée à la Palestine, semblent rendre toute solution impossible. Alors, la tâche est immense pour la solidarité internationale, qui devra être avant tout politique: il nous appartient d'obtenir de nos États qu'ils renoncent à soutenir ce régime colonial d'apartheid.

CorrespondantEs



Palestine vivra, Palestine vaincra! DR

## USA « Les manifestations sont un avertissement pour Trump et ses comparses »

Entretien. Membre de l'organisation anticapitaliste étatsunienne Solidarity Joanna Misnik revient pour nous sur l'élection de Trump et ses conséquences.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

### Des manifestations partout dans le pays après une élection présidentielle, c'est nouveau...

Le déferlement spontané de dizaines de milliers de personnes juste après les élections était très enthousiasmant et des manifestations continuent à être organisées. Les jeunes, encore une fois, ont été les principaux organisateurs de ces actions. Des milliers de lycéens et d'étudiants dans toute une série de villes ont quitté leurs cours pour défilé contre le programme de Trump. Les très jeunes qui étaient si nombreux dans les rues sont en partie une génération post-Bernie, qui arrive à la politique pour la première fois. Parmi les manifestants, il y a eu toute la gamme de militantEs des mouvements sociaux, dont en particulier Black Lives Matter, des Latinos contre le projet de Trump d'expulser trois millions de personnes, des femmes dont ce sont les premières actions pour défendre le droit à l'avortement contre les nouvelles attaques des Républicains.

Les manifestations sont un avertissement pour Trump et ses comparses: ils rencontreront une résistance, la gauche ne se cachera pas, elle n'est pas abattue et encore moins défaite. Comme souvent depuis Occupy, ces actions n'étaient pas dirigées par une organisation ou une coalition en particulier. Malgré la tentative de la part de certains groupes révolutionnaires de les récupérer, elles sont encore une fois le produit de l'utilisation des médias sociaux par toutes sortes d'individus et de groupes. Déjà Facebook se remplit d'actions diverses pour le 20 janvier,

le jour où Trump sera officiellement investi comme président.

La section du Mouvement national pour la libération des femmes à Brooklyn (New York) organise des réunions mensuelles qui rassemblent très bien assister à une avalanche de contestations du droit de se syndiquer. Le lendemain de la victoire de Trump, il y avait tellement de personnes qui ont annoncé sur Facebook qu'elles venaient qu'elles ont dû réserver un stade. Des milliers de personnes ont afflué... La Marche d'un million de Femmes prévue le 21 janvier illustre aussi comment les choses avancent.

### Quelle est l'attitude du mouvement syndical?

La majeure partie du mouvement a manqué à l'appel lors des premières tentatives de résistance. Depuis des décennies, le mouvement ouvrier se considère comme un partenaire mineur et loyal du Parti démocrate, même lorsque que le parti assénait des coups sévères contre les salariés avec sa politique néolibérale. Avec seulement 11% de syndiqués, le mouvement ouvrier est de plus en plus vulnérable aux attaques inévitables sous la future administration droitière de Trump.

Des administrations républicaines dans 26 États ont réussi à voter une législation connue sous le nom de «droit de travailler». Avec une majorité républicaine dans les deux chambres du Congrès et Trump à la présidence, il est probable que soit votée une loi républicaine, la «loi pour le droit de travailler», qui permettra de débarrasser le secteur privé de syndicats

efficaces. De nouvelles nominations dans les organismes gouvernementaux qui s'occupent du droit du travail aboutiront à des retours en arrière similaires. Lorsque la droite sera majoritaire à la Cour suprême, on pourrait très bien assister à une avalanche de contestations du droit de se syndiquer. Des privatisations de plus en plus nombreuses de services publics au niveau des États et au niveau fédéral pourraient lamener le mouvement syndical du secteur public.

Seuls 51% des syndiqués ont voté pour Clinton, le pourcentage le plus bas pour une candidature démocrate depuis 1980, l'année de l'élection de Reagan. Des dizaines de milliers de travailleurs syndiqués qui ont voté pour Obama par le passé ont voté pour Trump cette fois-ci. La popularité du programme anticapitaliste et social-démocrate de Bernie Sanders montre la voie à suivre. L'espoir se trouve dans la contestation du 1% par les 99% et dans la solidarité active avec les mouvements sociaux qui sont attaqués.

### Peut-on imaginer une convergence des mouvements de la jeunesse, ou qu'une partie du mouvement ouvrier se pose la question d'un nouveau parti, comme cela a été posé dans les années 1930?

Les manifestations ont permis de montrer la solidarité et la résistance. Mais le combat contre Trump et la droite au gouvernement est un processus à plus long terme qui nécessite quelque chose qui va au-delà d'un travail sur les réseaux sociaux. Cela serait le rôle d'un troisième parti, un parti de

gauche ou un regroupement pour un nouveau parti aux USA, ou même un mouvement syndical redynamisé.

L'armée de supporters de Bernie Sanders, dont beaucoup de jeunes, a été globalement dispersée lorsqu'il a honoré sa promesse de travailler pour l'élection de Clinton. La désaffection d'une partie d'entre eux à l'égard des deux grands partis capitalistes a contribué à ce que le vote pour la candidate du Parti vert, Jill Stein, dépasse un million de voix. En quelques jours après la victoire de Trump, les Socialistes démocratiques des USA (c'est la réponse de Google quand on cherche le terme socialisme démocratique en liaison avec Bernie Sanders) auraient reçu 2000 demandes d'adhésion... Il est peu probable qu'aux USA, un troisième parti politique national émerge à court ou à moyen terme. La conscience de classe est vraiment très faible et la méfiance des 20-30 ans vis-à-vis des partis et autres institutions est forte. Il faudrait que de vraies forces sociales convergent dans l'action pour créer un tel parti. En plus, de soi-disant progressistes et radicaux donnent une nouvelle variante à l'argument pour rester au Parti démocrate.

Au niveau municipal par contre, des campagnes politiques locales avec des candidatures indépendantes sont possibles et peuvent être organisées par la gauche révolutionnaire en alliance avec les mouvements sociaux, des syndicats, des militantEs et des dirigeants locaux du Parti vert.

Propos recueillis par Penny Duggan et traduit par Ross Harrold

Version longue de l'interview sur le site du NPA.

## « Les États sont arrivés les mains vides », constate Célia Gautier du Réseau action

climat France... Les engagements chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) des États (INDC), conduisant à un réchauffement supérieur à 3°C... mais il faudra attendre pour avoir une révision à la hausse. Et pour l'aide de 100 milliards de dollars par an aux pays en développement à partir de 2020, il faudra aussi attendre. Un engagement pris en 2009!

Actuellement, l'aide publique s'élève à 67 milliards d'euros, dont seulement 16% sont consacrés aux projets d'adaptation aux impacts du changement climatique (chiffres de l'OCDE). Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) évalue les besoins pour l'adaptation entre 140 et 300 milliards annuels d'ici à 2030. «Les pays en développement ont besoin de garanties sur le financement avant d'aller plus loin dans les négociations, alors que les pays développés refusent de mettre de l'argent sur la table tant que les pays émergents comme la Chine n'auront pas donné de garanties de transparence», analyse Célia Gautier.

Enfin, les discussions sur l'agriculture, point important de la COP22, ont également échoué. La discussion a été reportée à l'an prochain... Attendre, encore attendre.

### Les capitalistes, eux, n'attendent pas!

En marge de négociations atones, les capitalistes et les multinationales

## COP22 L'indispensable transition énergétique devra attendre!

Après l'entrée en vigueur le 4 novembre dernier de l'accord «historique» de Paris, les dirigeants, réunis à Marrakech pour la 22<sup>e</sup> Conférence sur le climat, devaient s'atteler aux aspects techniques, pour maintenir la hausse de la température sous les 2°C d'ici 2100...



sont à la manœuvre, à l'affût des initiatives «public-privé» impliquant les territoires (villes, régions...). Si la rentabilité à court terme des investissements les pousse encore à privilégier les énergies fossiles disponibles et à convoiter les réserves – alors qu'il faudrait impérativement en sortir –, ils ont bien compris que la nécessaire transition vers les énergies

renouvelables pouvait aussi être une source de profits futurs.

Ainsi on les retrouve dans un tas de projets. Les géants de l'agro-industrie comme Avril, Danone ou Veolia soutiennent «l'initiative triple A» (adaptation de l'agriculture africaine) du ministre de l'Agriculture du Maroc. Or, les règles encadrant ce type d'initiatives n'ont pas encore

été négociées, alerte toujours Célia Gautier, alors qu'«il faut les financer, prévoir des garde-fous pour éviter les fausses solutions, comme les OGM, le nucléaire ou l'accaparement des terres pour préserver des puits de carbone». Notre camarade Daniel Tanuro explique que les capitalistes ne s'agitent pas en secret, dans une vision complotiste: «nous sommes dans un scénario – complètement antidémocratique – de co-construction par les multinationales et leurs serviteurs politiques d'une politique globale sur le dos des 99% et de leur environnement». Pour lui, les pouvoirs publics vont «amorcer la pompe des investissements et supporter les pertes financières dans un premier temps, après quoi les banques et fonds de pension ramasseront les bénéfices»... Dans ce contexte, les climato-sceptiques, avec Trump et sa clique en tête de pont, vont perdre leur influence. Mais la transition écologique qui s'amorce n'est pas la nôtre: le combat reste plus que jamais nécessaire pour lutter contre le basculement climatique déjà engagé et créer les conditions d'un autre monde.

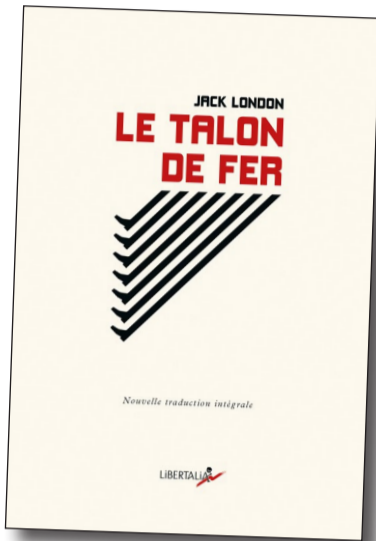
Commission nationale écologie

Roman

# Le Talon de fer, Jack London

Libertalia, 2016, 16 euros

Ce chef-d'œuvre de la littérature d'anticipation sociale vient d'être réédité dans une nouvelle traduction.



Lorsque pendant l'été 1906, Jack London commence à écrire *Le Talon de fer*, il est déjà célèbre par ses ouvrages sur le Grand Nord (*le Fils du loup*, *l'Appel de la forêt*, *les Enfants du froid...*), mais il n'a pas publié de fictions à contenu directement politique. Il a adhéré au Parti socialiste en 1896 et utilise sa notoriété au service du parti en donnant de nombreuses conférences, dont certaines feront l'objet d'une édition en brochures (notamment *Révolution*, dont des parties entières seront reprises dans *Le Talon de fer*). *Le Talon de fer* marque donc une rupture avec ses œuvres antérieures, rupture accentuée par le contenu du roman qui produisit un véritable choc, surtout dans l'entourage socialiste de London. En effet, ce livre est le témoignage écrit retrouvé en 2368 de Avis, compagne du révolutionnaire Ernest Everhard. Il raconte les événements qui, de 1912 à 1932, ont

vu l'oligarchie capitaliste réprimer le mouvement ouvrier, jusqu'à l'écrasement de la Commune de Chicago, avec la complicité des dirigeants des grands syndicats, et l'instauration d'un régime qui préfigure le fascisme. Malgré la publication du livre dans plusieurs pays, notamment en URSS, Trotski n'en prit connaissance que par l'exemplaire envoyé en 1937 par Joan, la fille aînée de London. La réponse en remerciement de Trotski vaut d'être

largement citée : « Il n'est pas difficile d'imaginer l'incrédulité condescendante avec laquelle la pensée socialiste officielle d'alors accueillit les prévisions terribles de Jack London. Si l'on se donne la peine d'examiner les critiques du Talon de fer qui furent alors publiées dans les journaux allemands *Neue Zeit* et *Vorwaerts*, dans les journaux autrichiens *Kampf* et *Arbeiter Zeitung*, il ne sera pas difficile de se convaincre que le "romantique" de trente ans voyait incomparablement plus loin que tous les leaders sociaux-démocrates réunis de cette époque. Dans ce domaine, d'ailleurs, Jack London ne soutient pas seulement la comparaison avec les réformistes et les centristes. On peut affirmer avec certitude qu'en 1907, il n'était pas un marxiste révolutionnaire, sans excepter Lénine et Rosa Luxemburg, qui se représentât avec une telle plénitude la perspective funeste de l'union entre le capital financier et l'aristocratie ouvrière. Cela suffit à définir la valeur spécifique du roman. (...) »

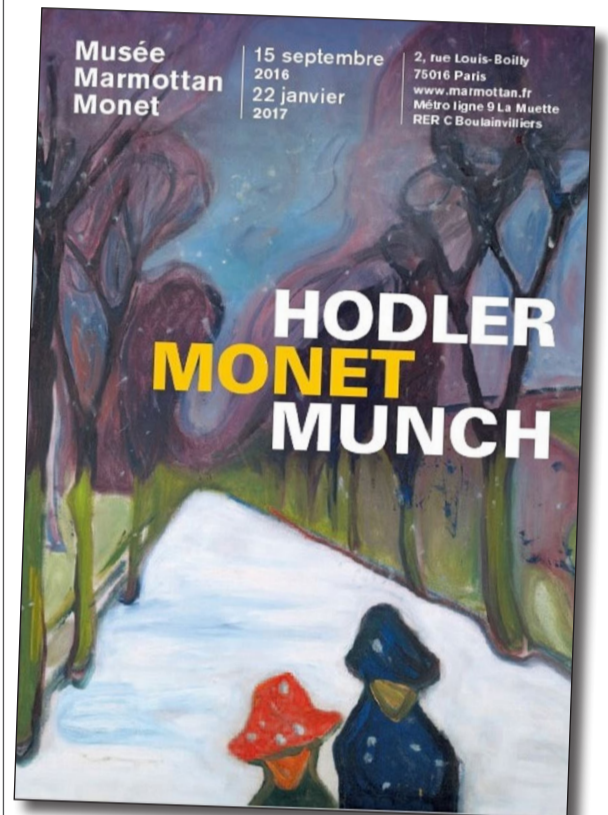
**« Jack London a prévu le régime fasciste »**  
Enfin, rien n'est plus frappant dans l'œuvre de Jack London que

sa prévision vraiment prophétique des méthodes que le Talon de fer emploiera pour maintenir sa domination sur l'humanité écrasée. London s'affirme magnifiquement libre des illusions réformistes et pacifistes. Dans son tableau de l'avenir, il ne laisse absolument rien subsister de la démocratie et du progrès pacifique. Au-dessus de la masse des déshérités s'élèvent les castes de l'aristocratie ouvrière, de l'armée prétorienne, de l'appareil policier omniprésent et, couronnant l'édifice, de l'oligarchie financière. Quand on lit ces lignes, on n'en croit pas ses yeux : c'est un tableau du fascisme, de son économie, de sa technique gouvernementale et de la psychologie politique. (...) Un fait est indiscutable : dès 1907, Jack London a prévu et décrit le régime fasciste comme le résultat inéluctable de la défaite de la révolution prolétarienne. Quelles que soient les "fautes" de détail du roman – et il y en a – nous ne pouvons pas ne pas nous incliner devant l'intuition puissante de l'artiste révolutionnaire. » C'est dire que le *Talon de fer* figure dans la liste des chefs-d'œuvre de la littérature d'anticipation sociale. En cette année du centenaire de la mort de Jack London, de nouvelles éditions de ses œuvres sont à paraître, en particulier cette nouvelle traduction où l'on retrouve, aux côtés d'autres, le texte de Trotski. **Lucien Sanchez**

Exposition

# Hodler, Monet, Munch

Au musée Marmottan-Monet (Paris 16°) jusqu'au 22 janvier 2017



Peindre l'impossible... Une belle idée de rapprocher trois peintres majeurs qui ont fait basculer l'art européen dans la modernité du 20<sup>e</sup> siècle : le suisse Ferdinand Hodler, le français Claude Monet et le norvégien Edvard Munch. Ils sont contemporains, ils se connaissent sans vraiment se côtoyer, mais se posent les mêmes questions essentielles : comment rendre sensible l'insaisissable émotion d'un reflet sur l'eau, d'un souffle de vent, d'une nuance sur la neige, d'un éclat éblouissant du soleil ? Un même questionnement, une approche sensible du paysage où le spectaculaire cède la place à l'émotion, une même ivresse de la couleur, mais des styles bien différents entre impressionnisme et symbolisme, voire précurseurs de l'expressionnisme pour Munch et Holder. Les paysages enneigés de Monet et bien sûr son *Impression soleil couchant* nous sont familiers. On connaît aussi les crépuscules et l'aveuglement astral de Munch qui voulait regarder le soleil en face. Mais c'est un vrai bonheur, trop rare en France, d'admirer les œuvres de Hodler, ses fabuleuses vues de montagne qu'il peignait inlassablement, du lac Léman et du Mont Blanc. C'est une même recherche constante, quasi obsessionnelle, des séries vertigineuses : Monet va en Norvège peindre la neige, Holder sillonne les Alpes, Munch veut figurer les ondes lumineuses du soleil... Mais ce sont des solutions picturales différentes, extrêmes jusqu'à l'abstraction, ou l'expression pure de trois forcenés de la couleur qui voulaient peindre l'impossible. Une très belle exposition pensée par Philippe Dagen. À voir ne serait-ce que pour Ferdinand Holder qui supporte très bien la confrontation avec Monet. **Ugo Clerico**

Musique

# Brassens sur parole(e)s

Mercure, 2016, 16 euros

Louis Chédail, chanteur-compositeur, et Eve Alcazar, nièce de Brassens, ont eu cette belle idée de réunir seize actrices et acteurs pour leur faire interpréter des chansons de l'ami Georges qui nous a quittés il y a 35 ans. Un « hommage », mais à l'image du bonhomme à la pipe, moustache et guitare, à la bonne franquette, sans fioritures. Des interprétations toutes simples d'où ressort le plaisir à faire vivre les histoires du poète. Comme il se doit, c'est ensemble que ces artistes – Roussin, Liard, Au, Gallienne, Tautou, Richard, Bouquet, Frot, Abeliniski, Dumas, Julie Depardieu, Léa Drucker, Morel, Berléand, Bonneton, Dussollier – interprètent joyeusement *les Copains d'abord*. Et chacunE nous livre, avec sa sensibilité, une version d'une des chansons. Julie Depardieu dans *le Gorille* : « Car le juge, au moment suprême, criait : "Maman!", pleurait beaucoup, comme l'homme auquel le jour même, il avait fait trancher le cou... ». François Morel dans *La non demande en mariage* : « J'ai l'honneur de ne pas te demander ta main, ne gravons pas nos noms au bas d'un parchemin... ». Audrey Tautou dans *La mauvaise réputation* : « Le jour du quatorze juillet, je reste dans mon lit douillet, la musique qui marche au pas, cela ne me regarde pas... ». Pierre Richard dans *les Passantes* : « À celles qui sont déjà prises, et qui vivent des heures grises, près d'un être trop différent... ». Catherine Frot dans *La complainte des filles de joie* : « Bien que ces vaches de bourgeois les appellent des filles de joie, c'est pas tous les jours qu'elles rigolent... », etc. Tout a été dit sur Brassens, le poète libertaire, anticonformiste, anticlérical, antimilitariste et anti-connerie !

Impertinent et grivois, d'un individualisme forcené, mais si chaleureux et plein de malice. Méfiant pour toutes les idées reçues d'où elles viennent, hostile à toutes les chapelles, mêmes laïques, contre l'ordre des choses et tous ceux qui voudraient nous empêcher de vivre et de rêver. Ses chansons sont de petites merveilles d'écriture poétique, lui qui se voulait un artisan des mots. Pleins de beaux et forts sentiments humains qui jaillissent de ses textes, remèdes contre la bêtise, l'intolérance, les bassesses. Ces qualités lui ont donc valu les foudres de la censure, comme sa chanson *le Gorille* interdite d'antenne en 1953. Un bon début de carrière pour

un premier disque s'appelant *La mauvaise réputation*, du nom d'une autre chanson d'un anticonformisme qui ne le quittera pas. La bêtise crasse de cette censure ne pouvait que donner envie d'écouter ses chansons, ainsi que celles de Boris Vian, Léo Ferré, Jean Ferrat, Marc Ogeret ayant aussi subi la censure. En fait, un gage de qualité ! Le personnage était aussi un joyeux compagnon, la preuve vivante qu'une tête bien remplie et un cœur gros comme ça, plein d'amour et d'amitiés (sauf pour les cons !) ne rime pas avec tristesse, bien au contraire. En concert, Brassens avait la moustache frémissante et l'œil qui frisait lorsqu'il



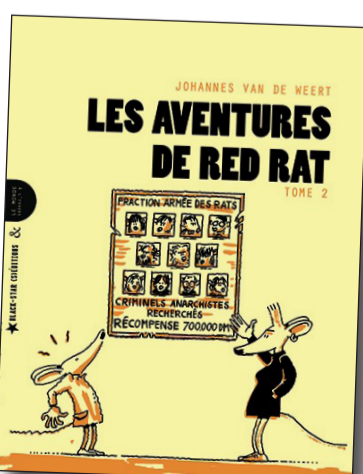
s'apprêtait à dire un bon gros mot de derrière les fagots ! Ce disque est donc à prendre pour ce qu'il est, une démarche sympathique, un clin d'œil qui peut donner envie de découvrir ou de redécouvrir l'œuvre de Brassens et d'aller se promener en sa compagnie sur les chemins de la chanson poétique. C'est bon et ça fait du bien. Par les mauvais temps qui courent, à déguster sans modération ! **Jacques Raimbault**

Bande dessinée

# Les aventures de Red Rat - Tome 2, Johannes van de Weert

Le monde à l'envers, 2016, 13 euros

Initiateur de la scène punk néerlandaise, Johannes van de Weert publia en 1980 le premier volume des aventures de Red Rat (ronéotypé à 250 exemplaires...). Moments de vie et de lutte, la BD mettait en scène un rongeur un peu aventurier pris dans les émeutes survenues à Amsterdam lors du couronnement de la Reine des Pays-Bas. Ses péripéties l'ont entraîné à droite à gauche : dans les squats, dans de multiples voyages, et même aux côtés des Basques... Aujourd'hui, une petite maison d'édition s'est donc lancée dans la réédition de ces aventures qui prennent la



forme de courtes scénettes fustigeant la police, l'armée et toutes les forces réactionnaires. On pourra apprécier – ou pas – le style un peu décousu de la narration rappelant fortement la BD underground américaine. À noter aussi que chaque volume de cette réédition contient des annexes explicatives sur divers sujets... du mouvement des squats à la Fraction armée rouge. Œuvre hommage au « tout faire soi-même » (Do it yourself !), l'auteur dit aujourd'hui que « pour nous, l'art n'était pas une marchandise, un investissement ou un symbole. L'art devait être reproductible, temporaire, accessible à tous et de préférence exhibé dans la rue. Notre anti-art avait la forme de nos idées, de notre mécontentement et nos sentiments anti-autoritaires. » Avis aux amateurs ! **Manu Bichindaritz**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# ***l'Anti*capitaliste**

n°360 | 24 novembre 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**CONTRE LES VIOLENCES ET  
LE PATRIARCAT**



**FÉMINISTES ET  
ANTICAPITALISTES  
TANT QU'IL LE FAUDRA !**